



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

44<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 032**

Le mercredi 19 octobre 2022

---

Président : M. Kody Blois





## Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mercredi 19 octobre 2022

• (1700)

[Français]

**Le président (M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.)):** Je déclare la séance ouverte.

Je vous souhaite la bienvenue à la trente-deuxième réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Pour commencer, j'aimerais faire quelques rappels.

La réunion d'aujourd'hui se déroule selon un format hybride.

Les délibérations sont diffusées sur le site Web de la Chambre des communes. À titre d'information, la diffusion Web montrera toujours la personne qui parle plutôt que l'ensemble du Comité. Les captures d'écran ou la prise de photos de votre écran ne sont pas autorisées.

Aujourd'hui, c'est M. Jean-François Lafleur qui occupe le poste de greffier du Comité. Il travaille normalement au Comité permanent de la justice et des droits de la personne, mais il remplace aujourd'hui Mme Josée Harrison, la greffière habituelle du Comité, puisqu'elle est malade.

[Traduction]

Nous transmettons nos vœux de prompt rétablissement à Josée, mais nous serons entre bonnes mains aujourd'hui.

Chers collègues, vous avez devant vous un exemplaire du budget pour le projet de loi C-234. Il est assez standard.

Ai-je votre consentement unanime pour approuver le budget du projet de loi C-234?

**Des députés:** D'accord.

**Le président:** C'est parfait, continuons.

[Français]

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le lundi 30 mai 2022, le Comité reprend son étude sur l'insécurité alimentaire mondiale.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue aux témoins du premier groupe.

[Traduction]

Nous accueillons parmi nous, en personne, dans la salle, M. Doug MacDonald, qui représente la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. Je vous remercie d'être ici.

M. MacDonald occupe le poste de directeur du marketing.

Nous accueillons également Peggy Brekveld, présidente de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario.

Madame Brekveld, c'est un plaisir de vous revoir. Je vous ai vue en août. Vous êtes une habituée du Comité. Je vous remercie pour tout le travail que vous faites.

[Français]

Nous devons aussi recevoir M. Martin Caron, président général de l'Union des producteurs agricoles.

Malheureusement, en raison de problèmes techniques, M. Caron ne sera pas en mesure de témoigner. C'est M. Tougas, coordonnateur à l'Union des producteurs agricoles qui témoignera devant le Comité.

Monsieur Tougas, je vous remercie et je vous souhaite la bienvenue.

[Traduction]

Nous avons cinq minutes pour les déclarations liminaires, chers collègues. Nous avons de très bons témoins aujourd'hui. Je suis conscient que nous commençons en retard à cause des votes, mais nous sommes ici pour faire notre travail, et je ne veux pas gruger le temps du deuxième groupe de témoins, donc j'ai l'intention de prolonger la séance jusqu'à 19 heures. Commençons par des déclarations préliminaires de cinq minutes.

Je donnerai d'abord la parole à M. McDonald, ici présent dans la salle. Vous avez jusqu'à cinq minutes.

• (1705)

[Français]

**M. Doug MacDonald (directeur du marketing, Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada):** Bonjour à tous.

Je remercie le Comité d'avoir permis au CN de contribuer à ses travaux et de fournir de l'information sur le rôle du CN dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire au Canada ainsi que sur les prochaines étapes potentielles qui profiteraient à tous les participants au transport de marchandises à destination et en provenance du Canada.

[Traduction]

Le CN joue un rôle important dans l'importation et l'exportation de marchandises au Canada. En 2021, le CN a effectué plus de 5,7 millions d'expéditions de marchandises sur son réseau, dont plus de 30 % à des fins d'importation ou d'exportation. Les principaux produits transportés pour l'exportation sont les céréales, le charbon, la potasse, le propane, la pâte à papier, les concentrés de minerai, mais il y en a bien d'autres. Les importations se font surtout par conteneurs remplis de marchandises destinées à la vente au détail.

Le CN est également un important partenaire de transport de l'industrie alimentaire. Il transporte de grandes quantités de céréales destinées à l'exportation vers des pays du monde entier. Les céréales sont transportées par wagons jusqu'aux ports, à partir d'où elles sont acheminées par bateau, à raison d'environ 30 millions de tonnes par année. Les céréales sont également transportées par conteneurs chargés près des fermes ou dans les ports, pour être acheminées dans le monde entier; à hauteur d'environ un demi-million de tonnes par année. En outre, le CN transporte des produits alimentaires importés ou produits au pays grâce à son parc de conteneurs réfrigérés et chauffés, ainsi qu'aux parcs de ses clients.

Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par les événements climatiques, ces dernières années, sont parmi les principaux facteurs d'insécurité alimentaire. Pensons aux pluies record qui emportent des routes et des voies ferrées sans préavis, aux feux de forêt qui détruisent tragiquement des villes et l'infrastructure de transport de la région et aux températures glaciales qui durent des périodes record et qui empêchent les déplacements normaux. Ces événements provoquent de graves perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et nuisent à la réputation du Canada de fournisseur fiable de produits alimentaires dans le monde.

Les changements radicaux survenus sur les marchés des conteneurs au cours des deux dernières années contribuent également beaucoup à l'insécurité alimentaire. Les difficultés que la COVID a créées dans la chaîne d'approvisionnement ont perturbé le flux mondial normal de biens et de services. L'industrie des conteneurs s'est adaptée à ces forces du marché en augmentant les prix et en réduisant les voies commerciales. Cela s'est répercuté sur la disponibilité des conteneurs pour les exportations de céréales au Canada. À mesure que les chaînes d'approvisionnement reviennent à la normale, nous croyons que les tarifs reviendront à leurs niveaux antérieurs et que les voies commerciales se rétabliront progressivement. Le CN travaillera alors avec ses clients pour s'adapter aux nouvelles chaînes d'approvisionnement.

Je mettrai maintenant en relief quelques pistes d'amélioration pour l'ensemble des participants à la chaîne d'approvisionnement.

Nous aurons absolument besoin d'une infrastructure nouvelle et élargie pour améliorer la chaîne d'approvisionnement et la sécurité alimentaire. Si nous voulons traiter un volume plus élevé dans les chaînes d'approvisionnement existantes, il faudra accroître notre capacité. Il faudra donc améliorer l'infrastructure portuaire, la capacité ferroviaire et la capacité des terminaux intermodaux. Si le Canada veut disposer d'une capacité de pointe à court terme, il devra la financer. Le programme du FNCC propose de bonnes solutions. Il doit être financé adéquatement et utilisé pour améliorer cette infrastructure.

Le Canada est l'un des pays les plus lents pour approuver les investissements dans les infrastructures. Il est donc impossible de s'adapter rapidement à l'évolution des chaînes d'approvisionnement. Pour que le Canada puisse développer son commerce, le gouvernement doit simplifier le processus d'investissement dans les infrastructures. À titre d'exemple seulement, il a fallu plus de sept ans au CN pour faire approuver son terminal intermodal de Milton. Ces lenteurs menacent l'agilité de la chaîne d'approvisionnement pour réagir aux problèmes ou aux crises émergentes.

La réglementation au Canada continue également de ralentir ou d'étouffer les décisions d'investissement. Selon la politique nationale des transports du Canada, « la réglementation et les mesures publiques stratégiques sont utilisées pour l'obtention de résultats de

nature économique, environnementale ou sociale ou de résultats dans le domaine de la sûreté et de la sécurité que la concurrence et les forces du marché ne permettent pas d'atteindre de manière satisfaisante ». Je crois que la réglementation ne permet pas d'obtenir de tels résultats et qu'elle interfère inutilement avec les forces du marché qui produiraient de meilleurs résultats pour les participants au marché et l'économie mondiale. S'il est nécessaire de réglementer, la réglementation doit se fonder sur des preuves tangibles et être adaptée aux problèmes réels, plutôt qu'aux problèmes présentés du point de vue de certains acteurs du marché. Les incertitudes et l'absence d'une réglementation fondée sur des données probantes créent des incertitudes qui défavorisent les investissements au Canada plus que dans les pays ayant un programme politique cohérent.

Le gouvernement doit favoriser une plus grande automatisation de la chaîne d'approvisionnement tout en tenant compte des effets de ces changements sur l'environnement, la société et la gouvernance. Tous les participants à la chaîne d'approvisionnement continueront à s'automatiser tout en réduisant leur impact sur l'environnement. Le gouvernement peut les aider en finançant les innovations les plus porteuses pour l'ensemble des Canadiens. Cela nécessite un plan de mise en œuvre solide, prévoyant des garanties de sécurité sur tous les plans.

Sur ce, j'aimerais remercier le Comité de nous accorder de son temps. Je serai heureux de répondre à vos questions.

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur MacDonald.

Nous y arriverons dans un instant, mais nous écouterons d'abord Mme Brekveld. Vous avez la parole pour un maximum de cinq minutes.

**Mme Peggy Brekveld (présidente, Fédération de l'agriculture de l'Ontario):** Je suis heureuse d'être ici.

Le Canada est l'un des rares pays en mesure de produire plus de nourriture que nous n'en consommons jamais. Nous avons les terres, l'eau et un climat favorable. Nous avons les effectifs et les connaissances nécessaires. Nous n'avons pas à craindre de faire exploser une mine terrestre lorsque nous préparons le sol. Nous avons des marchés, une excellente réputation et des politiques alimentaires sûres. Le Canada a beaucoup d'atouts. Le monde voit en nous une solution à l'insécurité alimentaire mondiale.

L'insécurité alimentaire mondiale est bien réelle, elle est grave et elle nécessite des réponses stratégiques à long terme. Que peut faire le Canada pour améliorer la situation? Il y a trois choses qui me viennent à l'esprit: premièrement, veiller à ce que les agriculteurs disposent des outils essentiels dont ils ont besoin pour exploiter leur plein potentiel; deuxièmement, protéger les ressources nécessaires à l'agriculture; troisièmement, continuer à repousser les limites grâce à la recherche, au développement et au transfert de connaissances.

Personne n'a d'emprise sur la météo, mais il y a des choses que nous pouvons maîtriser. L'Internet cellulaire et à large bande nous permet d'être connectés aux marchés et devrait être considéré comme un service essentiel au Canada. Les programmes d'assurance comme Agri-stabilité doivent être suffisamment financés et fonctionner pour et avec les agriculteurs. L'équité sur le marché, grâce à des propositions comme le code de conduite de l'industrie alimentaire et le projet de loi C-280, Loi sur la protection financière pour les producteurs de fruits et légumes frais, permettra aux agriculteurs de composer plus facilement avec certains risques financiers. L'accès continu à de la main-d'œuvre agricole, tant au pays qu'à l'étranger, permettra de planter, d'entretenir et de récolter les cultures à temps et de bien nous occuper du bétail. Enfin, il faut assurer l'accès essentiel pour les agriculteurs et les transformateurs aux intrants tels que les engrais, l'équipement et les emballages. Ceux-ci proviennent des marchés mondiaux.

Pour prendre des décisions judicieuses et planifier l'avenir avec prudence, les agriculteurs et les décideurs comme vous doivent se concerter. Nous pouvons bien faire les choses. L'industrie veut contribuer à nous assurer un avenir prospère.

Il y a des éléments fondamentaux pour faire de l'agriculture. Nous avons besoin de terres agricoles, d'un sol sain et d'un accès à l'eau et au soleil, mais ce dernier a tendance à se lever et à se coucher de lui-même. Il y a des moyens de protéger les terres agricoles que le gouvernement canadien peut aider à mettre en place. Quand il envisage des investissements dans l'infrastructure urbaine, comme pour le transport en commun, le gouvernement peut poser de grandes questions comme: cela favorisera-t-il l'essor de communautés piétonnes et renouvellera-t-il les villes à l'intérieur de leurs propres limites? Les objectifs d'intensification seront-ils atteints?

L'adoption de politiques stratégiques à long terme en matière d'aménagement du territoire dans nos grandes villes permettra de protéger les terres agricoles qui produisent des aliments pour le monde entier. Nous ne pouvons pas continuer de regarder nos villes s'étendre et espérer que nous pourrions continuer de produire autant de nourriture qu'aujourd'hui. La technologie, c'est formidable, mais je ne suis pas prêt de faire pousser du blé dans un conteneur. Les terres agricoles sont une ressource limitée, et une fois qu'elles ont été troquées pour des maisons et du béton, elles ne redeviendront jamais des terres agricoles.

La santé des sols est également importante, et si nous ne nourrissons pas nos plantes comme le recommandent les agronomes, nous constatons une dégradation des sols, parce que les plantes vont en extraire les nutriments dont elles ont besoin. Les agriculteurs le savent et doivent trouver un juste équilibre pour enrichir les plantes et répondre à leurs besoins, au moyen de fumier et de solutions vertes, de fertilisants synthétiques et de micronutriments. Nous ne pouvons pas nourrir le monde sans prêter attention aux besoins des plantes et de nos sols.

Les agriculteurs aimeraient être reconnus et récompensés aussi pour les excellentes méthodes qu'ils appliquent actuellement. Il existe des solutions créatives, et la promotion des meilleures méthodes de gestion doit se faire de manière stratégique. Les organisations agricoles comme la nôtre peuvent vous aider à cet égard.

Enfin, trop souvent, la recherche de meilleures solutions pour l'agriculture n'est pas possible, faute d'argent. Dans certains secteurs, on a un mal fou à obtenir des investissements dans des installations de recherche, et certaines recherches ne font pas l'objet d'essais terrain par manque de fonds. La recherche agricole financée

par des fonds publics profite à l'ensemble de la société. On lui fait davantage confiance et elle peut répondre à diverses préoccupations de la société. Tant la recherche fondamentale que le transfert des connaissances sont essentiels pour que les agriculteurs canadiens continuent d'exceller.

En ma qualité de présidente de la FAO, je vois la passion qui anime les agriculteurs pour la culture agricole. Peu d'entre eux n'ont pas le désir de s'améliorer. Ils veulent faire de leur mieux dans un environnement où les marges de profit sont serrées et où de nombreux facteurs échappent à leur contrôle. Notre slogan est « *Farms and Food Forever* ». L'agriculture ne s'inscrit pas dans un horizon de quelques années ou de quelques décennies, elle se pense en générations, et c'est la même optique qu'il faut prendre pour réfléchir à la sécurité ou à l'insécurité alimentaire mondiale.

Merci.

• (1710)

**Le président:** Merci beaucoup, madame Brekveld.

[Français]

Les prochains intervenants sont MM. Tougas et Caron, de l'Union des producteurs agricoles.

Monsieur Caron, vous disposez de cinq minutes.

• (1715)

**M. Martin Caron (président général, Union des producteurs agricoles):** Merci, monsieur le président.

Je m'appelle Martin Caron. Je suis le président général de l'Union des producteurs agricoles du Québec. Je suis aussi un producteur de lait et de grandes cultures.

Permettez-moi de commencer en ayant une pensée pour le peuple ukrainien. La guerre en Ukraine nous a démontré que l'alimentation de nos concitoyens doit être la moins dépendante possible des marchés extérieurs. La résilience de l'offre alimentaire mondiale dépend de sa répartition sur la planète. Aucun État ne devrait dépendre à l'excès des marchés internationaux pour assurer la sécurité alimentaire de sa population.

La stratégie la plus évidente pour augmenter la résilience du Canada en matière d'alimentation est de produire une portion considérable des aliments consommés par les citoyens à l'intérieur de nos frontières. À cet égard, l'UPA défend depuis de nombreuses années le concept de l'exception agricole. L'agriculture et les aliments ont à la fois une dimension commerciale et non commerciale. Bien sûr, c'est aussi le cas d'autres produits, tels les produits culturels. Cependant, aucun, sinon l'eau, n'a un caractère aussi vital pour les humains. Être à l'abri de la faim est un droit de la personne fondamentale.

Ainsi, l'exception agricole repose sur l'idée que le secteur agricole mérite un statut spécial dans la négociation des règles et dans les traités internationaux en lien avec le commerce et l'investissement, et ce, pour plusieurs raisons, dont l'aspect stratégique de l'indépendance minimale à l'approvisionnement alimentaire qu'un État souhaite obtenir ou conserver. C'est ce que défend la Coalition Nourrir l'humanité durablement, à laquelle participe l'UPA.

Pour le Canada, le principe de l'exception agricole permettrait le maintien intégral du système de gestion de l'offre, sans que celui-ci soit contesté par les autres pays. En effet, ce système favorise la sécurité alimentaire en stabilisant la production alimentaire et en contribuant à prévenir les perturbations et les chocs dans la chaîne d'approvisionnement. Le Canada doit analyser en détail tous les maillons de sa chaîne alimentaire, afin de trouver ses points faibles, qui peuvent mettre à mal la sécurité alimentaire de la population.

Comme vous le savez, la base de la chaîne alimentaire canadienne est assurée par le secteur de la production agricole, qui a généré pour plus de 80 milliards de dollars de produits agricoles en 2021. Cependant, la situation politico-économique mondiale affaiblit la résilience du secteur agricole. En effet, même si la production agricole canadienne est générée à l'intérieur de nos frontières, certains des intrants nécessaires à la production proviennent de l'extérieur.

Premièrement, le secteur agricole canadien dépend de plus en plus de la main-d'œuvre étrangère temporaire, particulièrement dans le secteur horticole. Ainsi, la disponibilité des travailleurs et l'accès à ceux-ci doivent demeurer une priorité du gouvernement.

Deuxièmement, trois des principaux intrants de production, c'est-à-dire l'alimentation des animaux, les engrais et le carburant, ont connu des croissances de prix fulgurantes depuis l'automne 2021. Pour les productions horticoles, le prix des contenants a aussi connu une hausse importante. Le prix moyen de ces intrants a augmenté d'environ 50 %, alors que l'indice des prix à la consommation n'a augmenté que de 6,8 % pendant la même période.

Pour le secteur agricole québécois, ces hausses représentent près de 2 milliards de dollars en dépenses additionnelles sur une base annuelle. Pour le secteur canadien, cela représente 10 milliards de dollars. C'est du jamais-vu.

En raison de leur endettement plus élevé, notamment, les entreprises de la relève ou les entreprises en démarrage sont frappées de plein fouet par la flambée des coûts de production et par la hausse rapide des taux d'intérêt.

Dans ce contexte, et considérant le caractère essentiel de l'agriculture pour la sécurité alimentaire, le gouvernement doit intervenir rapidement pour appuyer le secteur agricole et pour limiter ce contexte inflationniste exceptionnel. Nous insistons sur la nécessité d'intervenir rapidement pour soutenir les entreprises agricoles qui éprouvent des difficultés financières. L'aide pourrait s'inspirer du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, ce qui permettrait de combiner un soutien aux liquidités et une aide pour soutenir la rentabilité des entreprises.

Le gouvernement doit aussi optimiser les outils et les programmes déjà en place, afin qu'ils répondent de façon adéquate au contexte actuel. Pour ce qui est des productions sous gestion de l'offre, les mécanismes d'ajustement des prix doivent être revus afin de les rendre plus flexibles et plus créatifs. Il est important de limiter les conséquences de la hausse des prix des intrants sur les liquidités des entreprises dans ce secteur.

● (1720)

Nos entreprises agricoles sont au cœur du tissu rural du Canada. Elles façonnent le visage des régions, à la fois sur les plans géographique, communautaire et économique. Leur potentiel de croissance est presque sans limites, en raison, notamment, de la de-

mande alimentaire croissante, de la qualité de nos produits et de l'enthousiasme de nos concitoyens pour les produits d'ici.

Rappelons-nous toujours qu'investir en agriculture, c'est aussi investir dans la santé des Canadiens, dans l'économie du pays et dans le garde-manger des générations futures.

Je vous remercie.

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur Caron.

Nous commençons maintenant la période des questions.

Madame Rood, vous avez la parole pour six minutes.

[Traduction]

**Mme Lianne Rood (Lambton—Kent—Middlesex, PCC):** Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être ici aujourd'hui.

Madame Brekvel, vous avez abordé quelques sujets qui me tiennent particulièrement à cœur, puisque je viens d'une région très agricole du Sud de l'Ontario où l'on produit beaucoup de fruits et de légumes. J'ai travaillé une grande partie de ma vie dans le secteur des fruits et des légumes. Ma famille est dans le domaine depuis longtemps.

En vue de la récession qui se profile à l'horizon, d'après ce que nous disent les experts, vous avez parlé de la Loi sur les produits agricoles périssables (la PACA) et de l'importance de cette loi pour les producteurs de fruits et de légumes. Si nous entrons en récession, je suis sûre que certaines de nos entreprises vont connaître un ralentissement. Je me demande simplement si vous pouvez nous dire à quel point il est important, à l'heure actuelle, de mettre cette mesure en place pour protéger notre production de fruits et de légumes.

**Mme Peggy Brekvel:** Je parlais aujourd'hui même avec des représentants de l'Association des fruiticulteurs et des maraîchers de l'Ontario. Ils parlent des défis financiers auxquels ils sont confrontés actuellement, des coûts des intrants qui montent en flèche, du prix du carbone, des droits de douane sur les fertilisants, des coûts de tous les autres intrants. Le prix de la main-d'œuvre a augmenté aussi, et il est difficile de faire venir le nécessaire pour l'emballage et le reste. Nous voulons gérer tout ce que nous pouvons afin de fournir des garanties contre les risques financiers. Nous avons l'habitude de faire mieux et nous avons l'occasion de le faire à l'aide du modèle qui existe déjà.

Les États-Unis sont l'un de nos plus gros clients à l'exportation. Nous voulons que le commerce soit aussi harmonieux que possible sur le marché des produits frais. Ce sont des produits périssables. On ne peut pas les remettre en boîte et les retourner à l'expéditeur, alors il faut nous assurer que les agriculteurs soient payés pour les avoir cultivés.

**Mme Lianne Rood:** Merci beaucoup.

Je pense que c'est un aspect important dans une perspective de sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire, si nous voulons nous assurer de pouvoir cultiver des produits frais pour nous-mêmes ici au Canada.

Vous avez évoqué le fait qu'un grand nombre d'exploitations agricoles au Canada se transmettent de génération en génération. Je pense que c'est une chose à laquelle le grand public ne pense pas vraiment. La santé des sols est essentielle pour que les générations d'agriculteurs qui produisent des aliments dans ce pays puissent nourrir le monde.

Vous avez parlé des coûts des intrants il y a un instant. Les coûts des intrants atteignent des sommets, qu'on pense aux fertilisants, en particulier en Ontario, où les droits de douane sur les fertilisants importés de Russie font bondir les dépenses, ou à la taxe sur le carbone qui pourrait tripler. Que voudriez-vous voir dans nos politiques pour réduire un peu certains de ces coûts, afin que nous puissions continuer d'assurer notre sécurité alimentaire dans ce pays?

**Mme Peggy Brekveld:** Les agriculteurs paient beaucoup de taxes et de droits de douane. C'est évident quand on regarde les factures du printemps et qu'on planifie la nouvelle saison. Je crois vraiment que le gouvernement aurait la possibilité de réinvestir cet argent dans le milieu agricole en général, en agriculture, pour que cet argent revienne aux gens du secteur. Il pourrait l'utiliser pour promouvoir davantage les méthodes de gestion à privilégier ou redonner l'argent aux agriculteurs eux-mêmes pour qu'ils puissent investir dans de meilleures technologies pour réduire les émissions. Il y a beaucoup de possibilités, beaucoup de façons créatives dont on pourrait réinjecter cet argent dans le secteur, y compris, même, pour favoriser la production d'engrais dans l'Est du Canada.

Je dirais que les agriculteurs sont très, très nerveux à l'idée de perdre la possibilité d'utiliser certains intrants, dont les engrais. Il est clair que le gouvernement cherche à réduire les émissions, et je le comprends, mais d'un autre côté, de nombreux agriculteurs estiment qu'on commet probablement une erreur en comptabilisant l'utilisation d'engrais comme on le fait en ce moment, parce que quand on utilise des engrais, si l'on n'en utilise pas assez, on contribue à la dégradation du sol, en réalité. La plante va lentement mais sûrement tirer ses nutriments du sol, et avec le temps, le sol ne sera plus de bonne qualité. Si on en utilise davantage, mais juste en bonne quantité pour la culture visée, si les plantes les absorbent et les utilisent comme elles le devraient, pour les bonnes propriétés, qu'on utilise le bon produit, au bon endroit et au bon moment, c'est en fait une bonne utilisation des engrais et cela contribue à réduire les émissions.

Je pense que la meilleure façon de mesurer les émissions serait de prendre en considération les méthodes de gestion optimales que les agriculteurs utilisent sur leurs terres. Nous savons, grâce à la recherche, que ces méthodes font diminuer les émissions, et je pense que cela nous permettrait de continuer de produire davantage de nourriture pour le monde. C'est ce que cherche votre comité: des solutions qui feront de nous de meilleurs cultivateurs.

• (1725)

**Mme Lianne Rood:** J'ai une dernière petite question à poser, étant donné que mon temps de parole est presque écoulé.

Je me demande si la FAO a été consultée sur la question des engrais, de leur réduction.

**Mme Peggy Brekveld:** Nous avons eu des conversations à ce propos, nous participons effectivement à la réflexion. Il y a des gens autour de cette table avec qui j'en ai parlé et je suis heureuse d'avoir l'occasion de le faire.

**Le président:** Merci beaucoup, madame Rood. Merci, madame Brekveld.

[Français]

Monsieur Turnbull, vous avez la parole pour six minutes.

[Traduction]

**M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.):** Merci aux témoins d'être ici aujourd'hui.

Madame Brekveld, je commencerai par vous poser quelques questions. Bienvenue au Comité.

Il y a quelques années, en 2015, des collègues que je connais très bien ont produit un rapport intitulé *Dollars & Sense*. Leurs travaux ont été financés par les fondations McConnell, Greenbelt et Metcalf. Des études vraiment excellentes ont donc fait ressortir qu'en 2015, le déficit commercial était de 10 milliards de dollars dans le Sud de l'Ontario. En d'autres termes, l'économie du Sud de l'Ontario pourrait en fait produire une valeur de 10 milliards de dollars de plus d'aliments qui n'auraient pas nécessairement besoin d'être importés de la Californie, du Mexique ou d'ailleurs, ce qui nous renvoie au concept de remplacement des importations.

Depuis, nous avons vécu un certain nombre de crises, de la COVID-19 à la guerre en Ukraine en passant par de nombreux événements météorologiques extrêmes, qui, à mon avis, n'ont cessé d'exacerber les défis auxquels les agriculteurs sont déjà confrontés.

Je me demande comment l'Ontario y réagira, surtout dans le contexte des sécheresses en Californie et de notre système alimentaire mondial intégré. Nous pourrions produire plus d'aliments pour l'exportation, mais il y a aussi beaucoup à dire sur l'idée de produire plus d'aliments pour la population de l'Ontario elle-même.

Que fait la FAO sur ce front?

**Mme Peggy Brekveld:** L'effort de production est important, aussi bien pour les besoins canadiens que pour les marchés étrangers. Dans les deux cas, il nous faut notamment des terres, des sols et des pratiques de gestion optimales.

Je veux vous rappeler une chose pour vous montrer à quel point il est important de protéger nos terres agricoles. La Fédération de l'agriculture de l'Ontario met tout en œuvre pour s'assurer que les gens n'ignorent surtout pas que la province perd chaque jour 319 acres de terres agricoles, ce qui équivaut à 75 millions de carottes, 25 millions de pommes ou 1,2 million de bouteilles de vin, pour ceux qui aiment bien prendre un verre à l'occasion. C'est énormément...

**M. Ryan Turnbull:** Excellent. J'adore le vin. Merci beaucoup pour cette référence. C'est toujours agréable.

Je suis désolé de vous avoir interrompue; je veux juste vous poser une autre question.

Je sais que votre fédération compte de très nombreux membres en Ontario. Je connais moi-même un grand nombre d'agriculteurs et j'ai eu la chance de travailler avec eux par le passé. Êtes-vous en faveur des réseaux alimentaires régionaux?

J'ai souvent été à même de constater que ces réseaux souffrent d'un manque d'intermédiaires. Il y a des options d'entreposage et de distribution à petite échelle, et bien sûr aussi des abattoirs et des usines de transformation. C'est vraiment problématique. Nous savons que les réseaux alimentaires régionaux sont préférables pour l'environnement du fait qu'ils réduisent le nombre de kilomètres parcourus par les aliments produits. Il s'agit en fait de raccourcir les chaînes d'approvisionnement.

Vous employez-vous à mettre en place des réseaux alimentaires régionaux dans tout l'Ontario?

**Mme Peggy Brekveld:** La province compte une cinquantaine de fédérations, et il va de soi que nous travaillons avec chacune d'entre elles. Nous veillons notamment à nous tenir au fait de la façon dont les choses se passent dans les différentes régions.

L'alimentation locale est une composante importante de notre travail. Il est bien certain que nous faisons la promotion des aliments produits localement, comme nous l'avons fait récemment avec le programme Source Local dans le cadre de la Semaine de l'agriculture en Ontario.

C'est un aspect de notre travail que nous avons à cœur, mais nous savons également que ce ne sont pas les seuls aliments que nous allons produire. Nous allons aussi en produire pour les marchés d'exportation, qu'il s'agisse de fruits et légumes, de bœuf, de porc, de céréales ou d'oléagineux.

• (1730)

**M. Ryan Turnbull:** Cela va de soi.

À maintes reprises, j'ai entendu des gens affirmer et répéter devant ce comité que le Canada est capable de nourrir toute la planète. Je comprends que l'agriculture canadienne a fait ses preuves et que nous pouvons exporter nos produits dans différents pays du monde, mais si nous nous en remettons au commerce international pour nous approvisionner alors que nous pourrions produire ici même une grande partie des aliments ainsi importés, ne sommes-nous pas en train de nous exposer — compte tenu des changements climatiques et des perturbations des chaînes d'approvisionnement — à des difficultés supplémentaires au sein du réseau alimentaire canadien?

**Mme Peggy Brekveld:** Lors de la Seconde Guerre mondiale, une famine a frappé les Pays-Bas en raison de toutes les terres ravagées par les conflits armés. C'est un pays qui pouvait compter depuis longtemps sur un réseau alimentaire national plutôt solide. Après la guerre, on a pris en charge les agriculteurs pendant bon nombre d'années parce qu'on savait à quel point l'insécurité alimentaire pouvait être pénible. Pour ce qui est du Canada, je partage certes votre point de vue. Nous avons besoin de réseaux alimentaires régionaux et locaux bien ancrés, mais il demeure possible pour nous d'exporter ce que nous produisons par ailleurs.

Si vous voulez me faire dire que je suis en faveur de l'alimentation locale, je peux vous assurer que c'est le cas. J'adore...

**M. Ryan Turnbull:** Oui, c'est ce que je souhaitais vous entendre dire. Merci.

**Mme Peggy Brekveld:** Je voudrais cependant ajouter qu'il nous est impossible de considérer que notre travail se limite à approvisionner le Canada.

**M. Ryan Turnbull:** Combien de temps me reste-t-il?

**Le président:** Vous avez 45 secondes.

**M. Ryan Turnbull:** Monsieur MacDonald, c'est à vous que je vais m'adresser.

J'ai pris connaissance de votre rapport du CN sur le transport intermodal que j'ai trouvé excellent. Je note une section vraiment intéressante où l'on indique qu'il est possible de réduire nos émissions de gaz à effet de serre en misant davantage sur le transport ferroviaire, un constat que j'estime fort réjouissant.

Vous avez aussi mentionné qu'il sera essentiel de financer l'innovation afin de rationaliser nos façons de faire pour la mise à niveau de nos infrastructures. Outre l'automatisation dont vous avez déjà parlé, pourriez-vous nous fournir de plus amples détails sur les innovations dont il est question ici? Est-ce que ces possibilités d'innovation s'inscrivent dans le cadre du système intermodal mis en place par le CN?

**Le président:** Je suis désolé, monsieur MacDonald, mais il restait 45 secondes à M. Turnbull, et c'est le temps qu'a pris son préambule.

Vous aurez sans doute une autre occasion de nous en dire plus long, monsieur MacDonald, sinon vous pourrez peut-être nous transmettre une réponse écrite.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez la parole pour six minutes.

**M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être avec nous aujourd'hui.

Ma première question s'adresse aux gens de l'Union des producteurs agricoles, ou UPA, plus particulièrement à M. Caron.

Au mois de mai dernier, vous vous êtes adressé aux deux paliers de gouvernement pour les alarmer au sujet du contexte inflationniste exceptionnel et de la hausse des coûts des intrants ainsi que pour leur demander du soutien.

Ma première question est la suivante. Avez-vous obtenu une réponse du gouvernement fédéral à cet égard depuis le mois de mai?

**M. Martin Caron:** [Difficultés techniques]

**Le président:** Je suis désolé, monsieur Caron. Je pense qu'il y a un problème de connexion Internet.

**M. Yves Perron:** M. Tougas pourrait répondre à ma question dans l'entretemps.

Pourriez-vous nous dire si le gouvernement fédéral a réagi à la lettre envoyée au mois de mai ou s'il y a eu des discussions depuis?

Lors de son allocution, M. Caron a parlé du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, entre autres, et évoqué l'idée d'un programme d'aide particulier qui éviterait des fermetures d'entreprises agricoles. Y a-t-il eu des discussions sur le sujet? Se passe-t-il quelque chose en ce sens ou ne se passe-t-il rien depuis le mois de mai?

• (1735)

**M. David Tougas (coordonnateur, Économie et commerce, Union des producteurs agricoles):** En ce qui nous concerne, nous n'avons pas eu de discussions directement liées à ces demandes. Par contre, d'autres discussions assez positives portant sur les initiatives agroenvironnementales ont eu lieu. Cependant, à ma connaissance, il n'y a pas eu de développements depuis le printemps dernier en ce qui a trait précisément au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes.

**M. Yves Perron:** Monsieur Caron, l'image à votre écran a l'air plus stable que tantôt, alors je vais essayer à nouveau.



Vous avez demandé aux deux paliers de gouvernement qu'ils interviennent rapidement. Cependant, d'après ce que j'ai compris, il ne s'est pas passé grand-chose. Dans le but d'insister sur le besoin que vous avez exprimé, pourriez-vous nous parler des entreprises en démarrage actuellement et de leur situation, entre autres, en lien avec la hausse des taux d'intérêt?

**M. Martin Caron:** [*Difficultés techniques*]

**M. Yves Perron:** Cela ne fonctionne pas, monsieur Caron.

**Le président:** Je suis désolé, monsieur Caron.

**M. Yves Perron:** Je demanderai à M. Tougas de répondre à ma question.

**M. David Tougas:** En fait, les entreprises en démarrage sont généralement plus endettées que la moyenne des entreprises agricoles. D'ailleurs, la moyenne du taux d'endettement des entreprises agricoles canadiennes et québécoises a vraiment beaucoup augmenté ces dernières années, et ce, pour toutes sortes de raisons. Beaucoup se sont conformées à de nouvelles normes environnementales ou de bien-être animal.

**M. Yves Perron:** Craignez-vous des fermetures advenant qu'il n'y ait pas de soutien ou qu'aucune mesure ne soit prise?

**M. David Tougas:** C'est sûr que la hausse des taux d'intérêt annoncée au début de l'année va nécessairement mettre de la pression sur plusieurs entreprises agricoles, surtout sur celles de la relève. Alors, oui, le nombre de fermetures va probablement augmenter.

**M. Yves Perron:** Vous exprimez donc un besoin de soutien qui pourrait prendre la forme d'un compte d'urgence ou d'autre chose, mais il faut qu'il y ait quelque chose. En feriez-vous la recommandation au Comité?

**M. David Tougas:** Je vais laisser mon président se prononcer à ce sujet.

**M. Yves Perron:** Oui, mais votre président n'a pas l'Internet.

**M. David Tougas:** C'est effectivement notre demande.

**M. Yves Perron:** C'est parfait. Je vous remercie.

Dans votre allocution, vous avez aussi parlé du système de gestion de l'offre. On connaît mon penchant pour ce système, qui fonctionne bien et qui est sécuritaire et stable.

Avez-vous une recommandation à faire au comité pour protéger et maintenir vivants les secteurs de production gérés par ce système, qui sont un gage de sécurité alimentaire?

**M. David Tougas:** En fait, comme mon président le mentionnait dans son allocution, la gestion de l'offre cadre totalement avec l'autonomie et la sécurité alimentaire. Il faut donc vraiment préserver ce système pour conserver les avantages qu'il comporte pour les productions qui en bénéficient, comme celles du lait, de la volaille et des œufs. Il ne faut donc pas toucher à ce système lors des prochaines négociations commerciales et le conserver intégralement, surtout dans le contexte actuel, qui présente des risques pour les chaînes d'approvisionnement alimentaire. Il n'a jamais été aussi important de conserver ce système.

**M. Yves Perron:** D'accord. Merci.

Seriez-vous favorable à ce qu'il soit protégé par force de loi?

**M. David Tougas:** Si c'est nécessaire, pourquoi pas?

**M. Yves Perron:** D'accord.

Je vais maintenant parler de la main-d'œuvre. Il vous restera peut-être 30 secondes pour me répondre. Selon les propos du pré-

sident, avoir accès à de la main-d'œuvre étrangère est difficile. Avez-vous une ou deux recommandations précises à faire pour permettre à vos entreprises d'avoir accès à cette main-d'œuvre?

**M. David Tougas:** En fait, la plus grande recommandation que nous avons faite dernièrement est plutôt de nature administrative. Il s'agirait de simplifier la paperasse, les critères et tout cela. Je n'ai pas la liste des éléments visés devant moi, mais ils sont surtout de nature administrative. Je vous dirais que la pandémie a ajouté une couche de complexité aux démarches nécessaires pour faire venir les travailleurs étrangers au Canada. Il faut donc être vigilant quant à cette complexité et veiller à la maintenir au minimum pour nos entreprises agricoles canadiennes.

**M. Yves Perron:** Je vous remercie.

**Le président:** Merci beaucoup, messieurs Tougas et Perron.

Je donne maintenant la parole à M. MacGregor pour six minutes.

[Traduction]

**M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD):** Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins qui sont des nôtres aujourd'hui.

Je veux d'abord m'adresser à M. MacDonald, le représentant du CN. J'aimerais que nous parlions de la main-d'œuvre. Pour tous les secteurs, le thème de la pénurie de main-d'œuvre revient sans cesse dans les délibérations de notre comité.

Cet été, le CN a aussi dû composer avec un conflit de travail, et j'aimerais que vous nous parliez de l'état de vos effectifs. Avez-vous suffisamment d'employés pour offrir vos services à hauteur de la capacité voulue? Estimez-vous que les perspectives sont plutôt bonnes pour ce qui est de vos relations de travail? Prévoyez-vous d'autres conflits? Pouvez-vous nous dire ce qu'il en est?

● (1740)

**M. Doug MacDonald:** C'est une excellente question.

Nous estimons disposer aujourd'hui d'un personnel suffisant pour le sommet d'affluence de l'automne. Nous avons embauché 500 nouveaux chefs de train pour faciliter nos mouvements ferroviaires, et certains chefs sont en voie de devenir conducteurs, ce qui montre qu'il y a progression. Nous en embaucherons 800 de plus aux trimestres 4 et 1, puis nous en accueillerons 500 autres aux trimestres 1 et 2.

Est-il difficile de trouver de la main-d'œuvre? Ce n'est certes pas chose facile. Dans les grands centres, ce n'est pas si mal. Dans les régions rurales où nous transportons encore une grande partie de nos marchandises — des endroits comme le Nord de la Colombie-Britannique —, le recrutement est beaucoup plus complexe. Il est de plus très difficile de trouver du logement. L'une de nos principales plaques tournantes est située à Jasper, en Alberta, où l'on est autorisé à construire une maison uniquement si l'on est admissible au titre de résidant. Les gens doivent donc faire un trajet quotidien de 45 à 60 minutes pour aller travailler. C'est quelque chose d'habituel dans nos grandes villes, mais pas dans l'Alberta rurale. Nous allons poursuivre nos efforts de recrutement, mais nous avons d'ores et déjà suffisamment de personnel pour nous tirer d'affaire.

Pour ce qui est des conflits de travail, je crois que tout est en place. Nous avons des négociations en cours avec Unifor. J'étais d'ailleurs à Montréal ce matin pour lancer ce processus. Nous avons de nombreux intérêts communs, et je pense que nous pourrions trouver un terrain d'entente et en arriver à une solution négociée comme nous parvenons généralement à le faire.

Les négociations vont démarrer sous peu avec tous les autres principaux syndicats représentant le personnel des trains. Nous prévoyons qu'elles se poursuivront pendant l'hiver pour aboutir, nous l'espérons bien, à une solution acceptable pour tous. Il va de soi que la question salariale risque d'être légèrement litigieuse étant donné l'inflation. C'est le principal élément.

**M. Alistair MacGregor:** J'ai noté qu'en traitant de la perturbation des chaînes d'approvisionnement dans vos observations préliminaires, vous avez cité d'abord et avant tout les changements climatiques.

Je vis en Colombie-Britannique. En l'espace de quelques mois, nous sommes passés d'incendies de forêt qui ont littéralement rasé certaines localités à une rivière atmosphérique, un terme qui n'est entré dans notre vocabulaire que l'an dernier. Il est surtout question ces jours-ci au Parlement d'inflation, et on parle beaucoup aussi de taxation, mais je ne pense pas qu'il y ait assez de parlementaires qui portent une attention suffisante aux aspects inflationnistes des changements climatiques.

Ma province a dû dépenser plus de 10 milliards de dollars pour réparer les dommages causés par la rivière atmosphérique. Vous avez parlé des pressions qui s'exercent et de la menace qui pèse sur nos infrastructures critiques en raison des changements climatiques. Vous connaissez mieux que moi les ravages causés à nos voies ferrées par la rivière atmosphérique qui a isolé du reste du Canada le port de Vancouver, le plus occupé au pays. Comme toutes les autres sociétés possédant des actifs se chiffrant en milliards de dollars, vous devez vous employer à prévoir les principales menaces que l'avenir nous réserve.

Avez-vous ciblé certains segments de vos voies ferrées qui sont particulièrement vulnérables dans l'immédiat et qui devraient retenir l'attention de notre comité dans le contexte de la sécurité alimentaire — c'est-à-dire de la capacité de transporter des denrées du point A au point B et de les expédier partout dans le monde?

**M. Doug MacDonald:** Voilà plusieurs années déjà que nous établissons ce genre de prévisions. Je peux vous assurer d'emblée que la Colombie-Britannique est bien sûr au cœur de nos préoccupations par les temps qui courent. C'est là où règne la plus grande instabilité. Nous suivons la situation avec beaucoup d'attention. En collaboration avec le gouvernement provincial et tous nos autres partenaires, nous avons apporté de nombreux changements à nos modes de fonctionnement et aux objets de notre vigilance. À titre d'exemple, le temps est très sec dans le sud de la Colombie-Britannique aujourd'hui. Nous devons surveiller la voie ferrée de plus près. C'est le genre de choses que nous devons faire. Nous sommes constamment à l'affût des incendies. Nous allons rester vigilants et même faire rouler nos trains plus lentement et prendre les autres mesures qui s'imposent lorsque le temps est trop sec.

Nous nous efforçons en tout temps de respecter les lignes directrices établies par Transports Canada, mais nous avons également des lignes directrices à l'interne. C'est vraiment primordial. Comme un peu tout le monde, nous en apprenons tous les jours. Personne n'avait vu de rivière atmosphérique auparavant, et nous savons maintenant à quel point ce phénomène peut être dévastateur. Nous

avons dû interrompre nos activités pendant trois semaines. Je dois dire que nous avons pu nous en remettre seulement grâce au travail de nos meilleurs ingénieurs. Nous nous attendons toutefois à ce que des situations de la sorte deviennent plus fréquentes dans les différentes régions du Canada.

**M. Alistair MacGregor:** Merci pour cette réponse.

Je vais maintenant m'adresser à la représentante de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario.

Je suis ravi de vous revoir, madame Brekveld.

Dans vos observations préliminaires, vous avez mentionné certains éléments essentiels dans le cadre de notre étude sur la sécurité alimentaire et la lutte contre l'insécurité alimentaire. Vous avez ainsi pris le temps de parler de l'importance de la santé des sols. Je ne surprendrai personne ici en vous indiquant que c'est un thème qui me passionne au plus haut point.

Pouvez-vous nous en dire davantage à ce sujet? Plus particulièrement, comment établissez-vous le lien entre l'importance de la santé des sols pour les agriculteurs et la question de l'insécurité alimentaire qui occupe actuellement notre comité?

• (1745)

**Mme Peggy Brekveld:** J'aurais deux choses à dire à ce sujet.

Premièrement, nous devrions évaluer la qualité de nos sols partout au Canada pour nous assurer que tous sachent exactement à quoi s'en tenir.

Deuxièmement, nous devons comprendre comment les sols se comportent et être bien conscients qu'en l'absence de soins suffisants ou de nutriments adéquats, nous les verrons se dégrader. Il y a des endroits où les agriculteurs déterminent qu'il ne leur est plus possible d'utiliser des engrais ou du fumier. Ils y renoncent peut-être parce que l'élevage est trop éloigné ou encore parce que le prix des engrais atteint de tels sommets qu'ils n'ont plus les moyens d'en utiliser en quantité suffisante compte tenu de leurs marges bénéficiaires trop faibles. En l'espace de deux ou trois ans, on peut alors voir le sol changer de couleur et les plantes devenir de plus en plus petites. En fin de compte, seules les mauvaises herbes résistent.

**Le président:** Madame Brekveld et monsieur MacGregor, c'est malheureusement tout le temps que nous avons. Merci à tous les deux.

Nous retournons maintenant du côté des conservateurs avec M. Lehoux. Vous avez cinq minutes.

[Français]

**M. Richard Lehoux (Beauce, PCC):** Merci, monsieur le président. Je vais partager mon temps de parole avec M. Barlow.

Monsieur Caron, j'espère que votre microphone fonctionne. Sinon, vous pourrez répondre, monsieur Tougas.

Je vais poser une question très simple. Nous menons une étude sur l'insécurité alimentaire, et nous savons que la guerre en Ukraine et la pandémie ont eu des répercussions importantes sur l'ensemble des marchés internationaux.

Si vous aviez deux ou trois recommandations à formuler au Comité sur les façons dont le gouvernement fédéral pourrait aider notre agriculture à avoir le meilleur rendement possible en dépit de tout ce contexte, quelles seraient-elles?

**M. Martin Caron:** [Difficultés techniques]

**Le président:** Je suis désolé, monsieur Caron. La connexion est très mauvaise.

Nous allons passer à M. Tougas.

**M. David Tougas:** Nous avons quelques recommandations à cet effet dans notre allocution.

**M. Richard Lehoux:** Excusez-moi, monsieur Tougas. Lesquelles?

**M. David Tougas:** Nous avons parlé de programmes spéciaux pour maintenir la santé financière des entreprises qui subissent la hausse du prix des intrants.

Nous n'y avons pas fait allusion directement, mais il faut que vous ayez à l'œil la taxe sur les engrais et la disponibilité des engrais dans l'Est du pays. Je ne sais pas quels sont les moyens à prendre pour assurer un approvisionnement, mais les agriculteurs ont besoin de ces engrais pour continuer à maintenir leur production.

Ce serait probablement nos deux principales recommandations.

**M. Richard Lehoux:** Vous avez mentionné que la question de main-d'œuvre restait un enjeu majeur.

Dans une étude antérieure du Comité, il avait été question d'alléger le fardeau des fameux formulaires à remplir. Une recommandation a même été faite en ce sens dans une étude.

Avez-vous constaté des mesures concrètes dans ce domaine? Sommes-nous toujours aux prises avec la même paperasse très lourde?

**M. David Tougas:** C'est ce que j'en comprends, mais ce n'est pas un dossier dont je m'occupe. Nous sommes toujours à la même place.

**M. Richard Lehoux:** D'accord.

Vous avez fait allusion à l'inflation, qui a des répercussions majeures sur le prix des intrants.

D'après vous, faudrait-il abolir certaines taxes au lieu d'inventer des programmes? Comment voyez-vous cela?

**M. David Tougas:** Ce qui serait positif, ce serait d'abolir les taxes ou de reverser l'argent perçu au secteur agricole, comme Mme Brekveld l'a mentionné. C'est de l'argent qui n'est plus disponible pour les producteurs et qui fait augmenter les coûts de production pour tout le monde.

**M. Richard Lehoux:** C'est parfait, je vous remercie.

Monsieur Barlow, c'est à votre tour.

[Traduction]

**M. John Barlow (Foothills, PCC):** Merci beaucoup, monsieur Lehoux.

Je veux revenir à M. MacDonald.

Pour ce qui est du transport de denrées comme les céréales, je crois qu'il y a un total, pour votre entreprise et le CP, de huit conventions collectives qui vont arriver à échéance d'ici la fin de l'année. Le ministre libéral du Travail a annoncé aujourd'hui que son parti compte présenter un projet de loi contre le recours à des travailleurs de remplacement. Je sais que lorsque les entreprises ferroviaires sont touchées par une grève, il arrive souvent que les cadres prennent la relève.

J'aurais donc deux questions pour vous. Premièrement, avez-vous été consulté relativement à ce projet de loi du ministre du Travail? Deuxièmement, si les nouvelles dispositions proposées interdisent aux cadres d'occuper ces postes clés pendant les conflits de travail, dans quelle mesure cela pourrait-il vous empêcher d'assurer le transport des denrées par voie ferroviaire en cas de grève?

**M. Doug MacDonald:** Pour répondre à votre première question, à ce que je sache, nous n'avons pas été consultés. Deuxièmement, comme nous n'avons tout simplement pas assez de cadres pour faire rouler nos trains, ce n'est pas une situation qui se présente dans le contexte du transport ferroviaire. En revanche, notre personnel de la signalisation a fait la grève l'été dernier, et nous avons assez de cadres, avec le concours de quelques ressources externes, pour pouvoir poursuivre nos activités jusqu'à ce que les choses reviennent à la normale.

Souhaitons-nous avoir recours à des travailleurs de remplacement? Il y a certains secteurs seulement où nous pourrions le faire — comme lorsque ce petit syndicat était en grève —, mais ce n'est pas chose possible pour la plus grande partie de nos opérations ferroviaires. Nous n'aurions d'autre choix que de cesser nos activités.

• (1750)

**M. John Barlow:** Vous parlez de « certains secteurs seulement ». Si ce projet de loi devait être adopté, est-ce que le transport ferroviaire s'arrêterait complètement ou est-ce que l'on verrait, par exemple, notre capacité de transport de marchandises baisser de 50 %? Avez-vous une idée de l'ampleur que cela pourrait prendre?

**M. Doug MacDonald:** Je ne crois pas que ce projet de loi aurait des répercussions importantes pour le CN. Il faudrait interrompre nos activités de toute manière, que ce projet de loi soit adopté ou non.

**M. John Barlow:** D'accord.

Dans le cadre d'une étude précédente, nous avons reçu comme témoin M. Murad Al-Katib d'AGT Foods que vous connaissez sans doute très bien. Il nous a dit que l'un des éléments clés pour assurer le bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement et la sécurité alimentaire consistait à veiller à ce que les marchandises pouvant être transportées par pipeline soient effectivement transportées par pipeline, et à ce que les marchandises devant être transportées par voie ferroviaire se retrouvent dans des trains. Partagez-vous cet avis? Est-il important que toutes ces options demeurent accessibles au sein de notre chaîne d'approvisionnement?

**M. Doug MacDonald:** Certainement. Nous devrions utiliser le mode de transport le moins coûteux possible pour acheminer les biens vers les différents marchés. De cette façon, on contribue à maximiser les avantages pour tous les intervenants, de l'agriculteur jusqu'au consommateur qui profite d'un prix moins élevé, en passant par l'entreprise qui se charge du transport.

**Le président:** Merci, monsieur MacDonald.

**M. John Barlow:** Le pipeline permet en outre de réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

**Le président:** C'est bien. Merci, monsieur Barlow.

Nous passons maintenant à M. Louis pour les cinq prochaines minutes.

**M. Tim Louis (Kitchener—Conestoga, Lib.):** Merci, monsieur le président.

En fait, je vais partager mon temps avec M. Turnbull et c'est lui qui va commencer, car il semblait être sur une bonne lancée lors du tour précédent.

**M. Ryan Turnbull:** Merci.

Monsieur MacDonald, je reviens directement à la charge avec la question que je vous posais tout à l'heure.

Je vais vous rafraîchir la mémoire. C'était concernant l'innovation dont vous avez parlé et la nécessité de financer cette innovation au sein de nos chaînes d'approvisionnement, surtout en considérant le système intermodal auquel le CN s'en remet et, dans une certaine mesure, le transport à l'étranger.

Je dirais que je m'intéresse surtout à la capacité de pointe et à la résilience de cette chaîne d'approvisionnement en cherchant plus précisément à savoir s'il y a des investissements stratégiques que nous pourrions consentir ou des innovations dont nous pourrions contribuer au financement.

**M. Doug MacDonald:** Il y a deux choses que je pourrais vous dire très brièvement concernant l'innovation. Nous allons d'abord électrifier une grande partie des grues et des dispositifs semblables que nous utilisons dans nos terminaux, ce qui va permettre d'optimiser nos modes de fonctionnement.

Vous souhaitez en fait savoir comment nous pouvons accroître nos capacités parallèlement à cet effort d'innovation. Nous voulons notamment ajouter des terminaux régionaux de plus petite taille dans des villes moins peuplées. Pourquoi est-ce une bonne chose? Cela nous permet de réduire le recours au camionnage. À l'heure actuelle le transport se fait des ports jusqu'aux grandes villes et entre ces grandes villes elles-mêmes. Une grande partie du camionnage se fait à partir de nos terminaux intermodaux. Les trajets par camion sont le plus souvent d'une durée d'une, deux, trois ou quatre heures, mais certains sont beaucoup plus longs.

En ajoutant de petits terminaux régionaux — et nous collaborons actuellement avec le port de Hamilton pour en établir un —, nous serons beaucoup mieux en mesure de réduire nos émissions de gaz à effet de serre tout en rendant les marchandises accessibles à tous à un coût moindre.

**M. Ryan Turnbull:** Excellent.

Dans votre document sur le transport intermodal 101, vous indiquez que des wagons vides représentant l'équivalent d'un convoi de quelque 30 kilomètres doivent être dirigés vers les différents ports pour être remplis avec les marchandises qui y sont acheminées. Est-ce bien le cas?

**M. Doug MacDonald:** Oui. On serait porté à croire que c'est un peu élevé comme total, mais c'est bien la réalité. Pour l'ensemble des ports au Canada, nous livrons 30 kilomètres de wagons par jour. Outre les conteneurs vides, il peut aussi y avoir des wagons remplis de marchandises destinées à l'exportation. Ils sont déchargés, puis rechargés et expédiés le lendemain.

**M. Ryan Turnbull:** Je vois. Je sais que dans l'industrie du camionnage, on vise les transports aller-retour en s'assurant que les camions ne roulent pas à vide. Je me demande s'il existe des possibilités semblables au sein de votre réseau et si ce sont des options que vous avez envisagées. Je suis convaincu que c'est le cas, mais je pose simplement la question.

**M. Doug MacDonald:** À peu près 70 % des conteneurs qui retournent dans les ports sont en fait chargés pour l'exportation. Seulement 30 % sont vides environ.

**M. Ryan Turnbull:** Très bien.

Je vais redonner la parole à M. Louis, qui a eu la gentillesse de céder une partie de son temps d'intervention.

Merci.

**M. Tim Louis:** Je tiens à remercier les témoins. Je suis ravi que tout le monde soit ici.

Monsieur MacDonald, dans votre rapport de 2022, vous avez parlé de... Eh bien, M. MacGregor a parlé de l'importance de la crise climatique que nous traversons et de la mesure dans laquelle elle change les choses. Nous parlons maintenant de résilience. Avec la fermeture d'un système de navigation pour le réseau de la voie maritime ici, en Ontario, la capacité de la chaîne d'approvisionnement en grains de bout en bout va être réduite lorsque le réseau des Grands Lacs et de la Voie maritime du Saint-Laurent sera fermé.

Quel genre de mesures de résilience sont prises pour prévenir les dommages, et que peut-on faire de plus?

• (1755)

**M. Doug MacDonald:** L'essentiel est d'utiliser toutes les sorties que l'on peut. Nous avons essayé de présenter un plan équilibré au sein de l'industrie. Lorsque les Grands Lacs ferment et que Thunder Bay ferme ses portes pour le grain, on peut se déplacer davantage vers Montréal et exporter, ou passer par Hamilton, si l'on souhaite le faire. En général, Montréal et Québec sont les deux principaux ports d'exportation pour nous, ainsi que Trois-Rivières. Autrement, on peut aller vers l'Ouest.

Le problème, c'est qu'on n'en profite pas vraiment, uniquement parce que les entreprises céréalières font plus de profits en allant à Vancouver. C'est bien et c'est leur prérogative, mais une grande chaîne d'approvisionnement est inutilisée. En hiver, auparavant, pour la Voie maritime du Saint-Laurent, on parlait de quelque 10 millions de tonnes de marchandises par année acheminées par train dans ces ports d'exportation, et maintenant, on parle de deux ou trois millions de tonnes. Une grande capacité pourrait donc être utilisée. Ce ne sera tout simplement pas aussi rentable pour les entreprises céréalières de le faire.

**M. Tim Louis:** Dans votre déclaration préliminaire, vous avez parlé de la pénurie de conteneurs et des tarifs. Au cours de la législature précédente, nous avons réalisé une étude sur la chaîne d'approvisionnement et les tarifs. Vous avez dit qu'ils baissent, ou que vous espérez qu'ils baissent.

Que faut-il faire? Je déteste utiliser le mot « prédictions », mais quelles seraient vos prédictions?

**M. Doug MacDonald:** Le marché a causé la diminution. Lorsqu'il s'agit des conteneurs qui arrivent ici, c'est à des niveaux presque jamais vus, pas ceux des deux dernières années.

Pour ce qui est des exportations, ce n'est pas l'offre de conteneurs qui est en cause. L'offre est là. C'est en fait qu'en raison de la COVID, les voies commerciales au départ de Vancouver ont été réduites à presque rien. Maintenant, les conteneurs sont obligés d'aller à Montréal, où toutes les voies commerciales sont encore ouvertes. Cela a créé une chaîne d'approvisionnement totalement différente.

Je dirais que l'offre est là, mais que les sociétés maritimes doivent rouvrir leurs voies commerciales pour que le Canada soit plus compétitif et ait accès à d'autres marchés.

**Le président:** Merci, monsieur MacDonald, merci, monsieur Louis.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez deux minutes et trente secondes.

**M. Yves Perron:** Merci, monsieur le président.

Je vais m'adresser à M. Tougas.

Conjointement avec M. Caron, vous avez quand même formulé plusieurs recommandations intéressantes pour le Comité.

Qu'en est-il de l'augmentation de la capacité de transformation régionale?

Nous avons entendu d'autres témoins mentionner l'importance de développer ce réseau, et même d'autres membres de ce comité en ont parlé tantôt. J'aimerais entendre ce que vous avez à dire à ce sujet. J'aimerais aussi savoir si vous aviez une recommandation, une piste de solutions à proposer au Comité à cet égard.

**M. David Tougas:** En fait, à l'Union des producteurs agricoles, nous pensons que tous les types de marchés sont importants, tant le marché local, régional que le marché de l'exportation.

Nous sommes donc favorables à ces marchés. Comme je l'ai mentionné tantôt, les marchés régionaux ont des avantages, comme la réduction des GES, la proximité avec la clientèle, etc. Cela représente beaucoup d'avantages. Cela dit, en même temps, notre industrie a aussi besoin des plus gros marchés, soit des marchés des produits de base qu'on appelle les marchés d'exportation. Pour avoir une agriculture dynamique, nous avons besoin de tous ces marchés.

Nous sommes en faveur des marchés régionaux, mais sans laisser tomber les autres types de marchés, et ainsi de suite.

**M. Yves Perron:** Bien sûr. Évidemment, ce n'est pas exclusif.

Quelles sont les difficultés que vous éprouvez, en transformation régionale? Je pense à l'abattage, par exemple.

Pensez-vous qu'un soutien est nécessaire? Y a-t-il une autre piste de solution?

**M. David Tougas:** Ce sont de bonnes questions.

Je sais qu'il y a eu des contraintes réglementaires pour certains projets. Il y a probablement aussi des contraintes financières et des problèmes de rentabilité. C'est du cas par cas et il y a plusieurs éléments, mais les contraintes réglementaires sont probablement au haut de la liste.

**M. Yves Perron:** Merci.

Plusieurs personnes ont fait mention de l'importance de financer l'innovation ou, du moins, de la favoriser. Pensez-vous que cela a du sens? Comment peut-on favoriser l'innovation?

Est-ce que le fait de reconnaître les gestes environnementaux positifs des producteurs et de les rétribuer pour ceux-ci pourrait donner les capitaux nécessaires aux entreprises pour innover?

**M. David Tougas:** C'est certainement une avenue très intéressante. Les entreprises agricoles dépensent déjà beaucoup dans l'agroenvironnement, et elles continueront d'en faire plus au cours des prochaines années. Rétribuer les entreprises pour ces gestes leur donnera les liquidités nécessaires pour investir ailleurs, notamment dans l'amélioration de leur efficacité, la robotisation, etc.

C'est donc effectivement une piste intéressante pour les entreprises agricoles.

**M. Yves Perron:** Merci beaucoup.

**Le président:** Merci beaucoup.

Monsieur MacGregor, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

[Traduction]

**M. Alistair MacGregor:** Merci, monsieur le président.

Pour ma dernière question, je vais m'adresser encore une fois à Mme Brekveld, de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario.

Le prix des aliments est un sujet important ces jours-ci. Pour rester sur le thème de la sécurité alimentaire au Canada, nous savons que nous sommes très chanceux de vivre dans un pays qui produit beaucoup plus d'aliments que ce que ses citoyens consomment, mais nous savons aussi que dans toute la chaîne d'approvisionnement alimentaire, un bon tiers de la nourriture est gaspillée. C'est une quantité assez importante. Je sais que le gouvernement a déjà lancé le défi de réduction du gaspillage alimentaire et d'autres initiatives de ce genre. Les statistiques indiquent que nous avons toujours un problème de taille.

Si, tout au long de la chaîne d'approvisionnement, un tiers de notre production finit en déchets et ne parvient pas aux personnes qui en ont besoin, la Fédération de l'agriculture de l'Ontario a-t-elle des recommandations à faire au gouvernement fédéral pour régler ce problème et aider les agriculteurs à s'y attaquer et à faire en sorte que les personnes qui se demandent chaque jour d'où viendra leur prochain repas sain...

Si vous avez des choses à ajouter, j'aimerais bien savoir de quoi il s'agit.

● (1800)

**Mme Peggy Brekveld:** Je pense que la COVID a fait ressortir le fait qu'il y avait des problèmes tout au long du processus. Je pense que cela met également en évidence les moyens par lesquels nous pourrions certainement améliorer le processus et réduire le gaspillage.

Nous devons nous assurer qu'à la ferme, nous sommes en mesure d'avoir suffisamment de main-d'œuvre afin que les produits puissent être récoltés, puis expédiés. Nous avons besoin d'un nombre suffisant de camionneurs et de lignes de transport performantes pour acheminer les produits jusqu'aux consommateurs. En ce qui concerne les consommateurs, il faut trouver les bons moyens de garantir que les produits sont consommés ou achetés avant la date de péremption.

Par ailleurs, nous devons nous assurer que les consommateurs savent quelle est la meilleure façon d'utiliser les aliments qu'ils ont achetés avant qu'ils ne soient gaspillés.

Il y a des éléments tout au long de la chaîne qui pourraient certainement être améliorés et des moyens par lesquels le gouvernement peut contribuer à les améliorer au bénéfice de tous les consommateurs. Si nous avons une bonne chaîne d'approvisionnement alimentaire, il y aura moins de gaspillage et plus de gens seront capables d'acheter de la nourriture.

**Le président:** C'est une excellente façon de terminer la première partie de notre réunion.

Merci, madame Brekveld, merci, monsieur MacGregor.

[Français]

Merci, monsieur Tougas et monsieur Caron.

[Traduction]

Merci à vous, monsieur MacDonald, qui êtes avec nous dans la salle. Merci à vous tous pour votre travail dans le domaine de l'agriculture et le transport des produits agricoles.

Chers collègues, ne vous éloignez pas trop. Un excellent deuxième groupe de témoins nous attend. Puisque nous devons nous arrêter à 19 h, je veux que cette réunion reprenne le plus tôt possible.

• (1800)

(Pause)

• (1805)

**Le président:** Nous reprenons.

Je vous remercie d'avoir été rapides. Nous en sommes à la deuxième partie de la réunion. Nous allons commencer. Nous recevons trois très bons témoins.

Tout d'abord, nous accueillons l'honorable Ted Menzies. J'ai beaucoup de points en commun avec M. Barlow en raison de son prédécesseur. Je suis sûr qu'il a dit qu'il était très difficile de succéder à M. Menzies, et dans mon cas, il s'agissait de M. Scott Brison.

Monsieur Menzies, je suis ravi de vous voir ici. Merci pour votre travail de parlementaire et merci pour ce qui, je le sais, sera une discussion éclairée aujourd'hui sur les façons dont nous pouvons aider à impulser l'agriculture dans les jours à venir.

Nous accueillons également M. Russel Hurst, qui représente l'Ontario Agri Business Association. Il témoigne par vidéoconférence. Je vous remercie de votre présence.

Nous avons également parmi nous M. William Greuel, qui représente Protein Industries Canada. Je le connais sous le nom de Bill. Je vous remercie, monsieur Greuel, pour le travail que vous accomplissez pour aider à stimuler la recherche sur les protéines végétales et à générer des possibilités non seulement dans tout le Canada, mais surtout dans les provinces de l'Ouest.

Sur ce, nous allons entrer dans le vif du sujet. Je donne à M. Menzies jusqu'à cinq minutes pour faire sa déclaration préliminaire, puis nous passerons aux questions.

La parole est à vous, monsieur Menzies.

**L'hon. Ted Menzies (à titre personnel):** Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, permettez-moi de remercier ce comité du travail qu'il accomplit et des efforts qu'il déploie au sujet d'une question de plus en plus cruciale, à savoir la sécurité alimentaire.

Vous avez déjà entendu le témoignage de nombreux spécialistes, qui ont présenté des faits et des avis très crédibles et convaincants. Permettez-moi donc de vous donner le point de vue personnel d'un agriculteur canadien. Je vais vous parler de certaines méthodes de production alimentaire durables et de leurs résultats.

Ma femme et moi avons passé 30 ans à cultiver activement de grandes cultures, en commençant principalement par le blé et l'orge, puis en évoluant vers des rotations qui aident à atténuer les problèmes de maladies et de parasites et à améliorer la durabilité du sol. Ces cultures comprenaient des oléagineux, des légumineuses,

des cultures d'hiver et de printemps variées, et même des épices. Notre ferme se trouve dans le triangle géographique des prairies qui, selon le célèbre explorateur John Palliser, ne convenait pas aux cultures.

Au fil des ans, nous avons adapté et amélioré nos méthodes, nos variétés et notre équipement. Cette année, par exemple, la production d'orge dans notre ferme, qui a reçu huit pouces, ou 20 centimètres, de pluie — ce qui représente environ un tiers de la moyenne canadienne — a atteint une moyenne de 99 boisseaux à l'acre, soit six tonnes par hectare. C'est plus que ce que nous n'avons jamais cultivé auparavant. C'est le double du rendement d'il y a 40 ans.

De nombreux facteurs ont permis d'améliorer à la fois le rendement et la qualité de notre production grâce à la recherche, comme l'amélioration des variétés pour la tolérance à la sécheresse, la réduction de la durée de la saison, les agents de répression, la libération des éléments nutritifs en temps voulu et l'amélioration de la photosynthèse.

L'utilisation de la technologie des satellites pour la collecte de données, le guidage GPS et le contrôle par section ont tous amélioré l'efficacité et la durabilité. Les producteurs peuvent produire plus avec moins. C'est une bonne nouvelle pour le cultivateur, pour le consommateur et pour l'environnement.

N'oubliez jamais que la durabilité a deux composantes fondamentales: l'environnement et l'économie. De nombreux pays sont des exemples frappants de cas où l'on ne prend pas en compte les deux. La stratégie insensée « de la ferme à la table » de l'Union européenne a en fait entraîné une réduction de la production alimentaire. L'expérience biologique ratée du Sri Lanka, qui a provoqué une famine massive immédiate a été et est toujours dévastatrice.

Les militants au ventre plein veulent que tous les aliments soient cultivés en ayant recours aux pratiques de l'agriculture régénératrice, un terme pour lequel il n'y a pas deux personnes qui puissent proposer une définition similaire. J'invite ces militants, qui n'ont pas mis les pieds dans une ferme à la recherche de connaissances, à expliquer à une mère au Kenya, en Éthiopie ou en Somalie qui cultive du manioc pour nourrir sa famille affamée qu'elle ne doit pas utiliser des engrais ou protéger sa culture des parasites et des maladies à l'aide de produits chimiques sûrs et approuvés. J'ai eu le privilège d'observer l'agriculture en Afrique où l'on recourait à des pratiques agraires primitives. L'agriculture de subsistance n'est pas durable, ni pour le sol ni pour l'approvisionnement alimentaire.

Pourquoi est-ce que je fais ces comparaisons? C'est parce que les gouvernements ont tendance à écouter les militants bruyants qui se soucient moins des gens qui ont faim que de leurs recherches non scientifiques tirées de leurs propres algorithmes Internet. Ils prétendent que nous ferions tous mieux de cultiver moins d'aliments et d'utiliser moins de produits de protection des cultures. Or, ils ne comprennent pas les dommages que cela causerait à l'air, à l'eau et au sol si l'on recourait à des pratiques biologiques qui nécessitent un travail du sol accru, ce qui provoque l'érosion des sols, et à des pesticides biologiques, dont bon nombre sont plus nocifs pour la nature que ceux qui sont approuvés par des organismes de réglementation certifiés. Il en découle des augmentations substantielles des émissions de gaz à effet de serre causées par un nombre de passages excessif de la machinerie dans les champs.

De nombreuses régions productrices d'aliments au Canada profitent des changements climatiques, mais cela s'accompagne de la responsabilité morale d'aider à nourrir ceux qui subissent les effets négatifs des changements climatiques. Nous devrions avoir honte de ne pas assumer cette responsabilité ou de ne pas y être autorisés.

Les agriculteurs et les éleveurs du Canada sont prêts à le faire.

Plusieurs témoins ont expliqué que la guerre en Ukraine a créé une grave insécurité alimentaire dans les régions qui ont de moins grandes possibilités. Elles ont toutes besoin de notre soutien.

● (1810)

Au Canada, nous produisons davantage d'aliments et nous continuons à le faire, mais il faut faire attention aux théories imprudentes. Par exemple, on dit qu'il faut réduire de façon générale l'utilisation des engrais azotés pour tenter de réduire les émissions, sans comprendre que les mesures qui sont déjà prises par les agriculteurs ont permis de réduire davantage les émissions grâce à des méthodes pratiques qui ne limitent pas la production alimentaire.

**Le président:** Je suis désolé, monsieur Menzies. Je vous ai accordé 20 ou 30 secondes supplémentaires. Votre temps est écoulé, mais je sais que vous serez en mesure de poursuivre vos réflexions et votre témoignage, car nous voudrions tous vous poser des questions.

Je vais maintenant céder la parole à M. Hurst, qui dispose de cinq minutes.

**M. Russel Hurst (directeur exécutif, Ontario Agri Business Association):** Merci.

Bonjour, monsieur le président, bonjour, mesdames et messieurs.

Je m'appelle Russel Hurst. Je suis le directeur exécutif de l'Ontario Agri Business Association, dont le siège est à Guelph. Nous représentons des entreprises allant des propriétaires exploitants indépendants à de grandes multinationales qui exploitent des silos de collecte et des silos de terminal céréalier, des usines d'aliments du bétail et des installations de réception des produits agricoles à environ 500 endroits dans la province.

En ce qui concerne les retombées économiques de notre secteur, chaque année, nous générons plus de 16 milliards de dollars de ventes, nous employons plus de 30 000 personnes et générons plus de 4 milliards de dollars de valeur ajoutée au PIB.

Les membres de l'Ontario Agri Business Association jouent un rôle d'avant plan. Ils aident les agriculteurs ontariens à produire des cultures plus saines à élever du bétail plus sain grâce à l'utilisation d'innovations de pointe, mettent en œuvre des pratiques exemplaires établies, fournissent des produits de qualité qui augmentent le rendement et la qualité des cultures et permettent la production d'un bétail sain et productif. Ils le font tout en veillant à l'amélioration de nos précieuses ressources environnementales pour la prochaine génération.

En ce qui concerne les recommandations sur la façon dont le gouvernement peut augmenter les exportations canadiennes, nous considérons qu'il y a une occasion à saisir sur deux plans. Premièrement, les agriculteurs canadiens et les fournisseurs qui les soutiennent doivent pouvoir bénéficier de la prévisibilité et de l'accès aux innovations qui leur permettront de produire les aliments dont la population mondiale a désespérément besoin. Deuxièmement, il faut disposer d'une infrastructure de la chaîne d'approvisionnement

nationale et d'une politique commerciale qui soutiennent le secteur à l'échelle nationale et mondiale.

Je vais maintenant vous présenter nos recommandations, monsieur le président.

Premièrement, nous avons besoin d'un environnement commercial prévisible qui permet un approvisionnement en produits agricoles de partout au monde pour leur utilisation dans les fermes canadiennes.

Depuis des décennies, les agriculteurs de l'Est du Canada dépendent des importations d'engrais azotés en provenance des régions de la mer Baltique et de la mer Noire. Nous sommes très favorables aux sanctions économiques que le gouvernement du Canada a imposées à la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine, mais nous préférierions que les sanctions n'aient pas d'incidence négative sur notre chaîne d'approvisionnement agricole nationale. Pour l'avenir, nous demandons que le tarif soit supprimé pour permettre à nos membres, qui importent des engrais et les vendent au détail aux agriculteurs, de mieux négocier les importations d'engrais dans un marché mondial incroyablement concurrentiel. Cela favorisera la prévisibilité commerciale et une certaine stabilité des prix.

Deuxièmement, il faut accroître la résilience de la chaîne d'approvisionnement nationale en augmentant la capacité de transformation à valeur ajoutée.

Nous avons besoin d'un cadre de réglementation pratique et prévisible pour que nos membres puissent faire des plans d'investissement à long terme. Les chaînes d'approvisionnement doivent être résilientes afin que nos produits puissent être acheminés aux agriculteurs clients puis à d'autres clients à l'échelle du pays. Nous pouvons ajouter de la valeur par une transformation ultérieure et les produits peuvent être expédiés à nos clients nationaux et internationaux afin que nous puissions contribuer à la lutte contre la faim dans le monde et jouer un rôle de premier plan à cet égard.

Troisièmement, nous avons besoin d'investissements stratégiques dans les infrastructures de transport pour cette génération-ci et la suivante.

Le Canada est une nation commerçante. Une économie agroalimentaire forte doit prioriser les investissements dans l'infrastructure pour les routes, les chemins de fer, les pipelines et les plaques tournantes du transport maritime nécessaires, comme le port de Hamilton. Plus de 50 % du soja et 70 % du blé cultivé en Ontario transitent par cette installation pour être acheminés vers le marché mondial. Bref, le port de Hamilton et son corridor de transport hautement efficace sont essentiels à la viabilité économique du secteur agricole en Ontario.

Quatrièmement, il s'agit de favoriser l'innovation et la résilience au changement climatique.

Notre secteur a travaillé avec diligence pour s'assurer que les agriculteurs disposent des quantités d'engrais optimales, tant sur le plan économique que sur le plan environnemental, pour produire leurs cultures. Les membres de notre organisation sont non seulement des spécialistes en produits fertilisants, mais aussi en pratiques de gestion optimales novatrices pour l'utilisation des engrais. Le concept de gérance des nutriments 4B est défendu par l'industrie, le gouvernement, le monde universitaire et les agriculteurs depuis plus de 10 ans. Adopter la gérance des nutriments 4B est la solution qui favorise à la fois l'amélioration continue et le respect de l'utilisation des nutriments et de la responsabilité environnementale.

En conclusion, la sécurité alimentaire mondiale est complexe. Dans de nombreux cas, elle comprend des préoccupations sur la stabilité politique et économique. Je félicite le Comité d'explorer le rôle que le gouvernement peut jouer en tant que défenseur de l'agriculture canadienne.

Avec les bons outils, les bonnes politiques et le bon environnement commercial, le Canada a l'une des meilleures industries agroalimentaires au monde et l'une des plus résilientes. Il est possible d'accroître la production et les exportations. Nos membres sont capables de s'approvisionner efficacement en intrants, de fournir une expertise technique aux agriculteurs et d'exporter des cultures canadiennes dans un environnement commercial prévisible qui soutient la croissance à long terme.

• (1815)

Merci, monsieur le président.

Je serai ravi de répondre à toutes les questions du Comité.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Hurst.

La parole est maintenant à M. Greuel. Il a cinq minutes. Nous passerons ensuite aux questions.

**M. William Greuel (président-directeur général, Protein Industries Canada):** Je vous remercie, monsieur le président et membres du Comité, de m'accueillir ici aujourd'hui.

Comme il a été mentionné, je m'appelle Bill Greuel et je suis président-directeur général de Protein Industries Canada. Nous sommes l'une des cinq grappes d'innovation mondiales du Canada et nous nous efforçons d'accélérer l'innovation dans le secteur canadien des aliments et des ingrédients d'origine végétale. Pour y arriver, nous nous appuyons sur les solides fondations du Canada qui font de notre secteur agricole et alimentaire l'un des meilleurs au monde, soit les terres agricoles, une variété abondante et diversifiée de cultures pluviales et des gens qui s'engagent à fournir des aliments sains aux Canadiens et au monde entier.

Au cours des quatre dernières années, Protein Industries Canada, en collaboration avec les intervenants du secteur, a investi près d'un demi-milliard de dollars pour faire progresser la transformation des ingrédients d'origine végétale et la fabrication de produits alimentaires ici même, au Canada. Cet investissement représente une solution canadienne au défi alimentaire mondial. À titre de puissance agricole mondiale, le Canada dispose des moyens, des ressources et des compétences nécessaires pour transformer les cultures en aliments et transformer la façon dont le monde se nourrit. Grâce à cette innovation, nous croyons que nous faisons progresser les solutions à certains des plus grands défis de l'humanité, notamment le changement climatique, la santé humaine et la sécurité alimentaire.

Comme vous le savez tous, nous faisons face à des défis mondiaux en matière de production et de distribution alimentaire à une échelle qu'un grand nombre d'entre nous n'ont jamais connue auparavant. L'effet persistant de la fragilité des chaînes d'approvisionnement touchées par la pandémie de COVID-19, combiné au changement climatique et aux conflits mondiaux, a entraîné une inflation des prix des denrées alimentaires et, dans certains cas, des pénuries alimentaires. Malheureusement, il ne s'agit pas d'un événement ponctuel. En effet, nous devons nous attendre à ce que les pénuries alimentaires persistent, car le changement climatique continue d'avoir des répercussions sur notre capacité non seulement à produire des aliments, mais aussi à les transporter. Si on ajoute à cela la croissance de la population mondiale, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire ne fera qu'augmenter.

Il ne fait aucun doute que le Canada a un rôle important à jouer pour aider à atténuer cette crise. À cette fin, je crois qu'il y a trois domaines principaux dans lesquels le Canada doit concentrer ses efforts pour augmenter les exportations et aider à réduire l'insécurité alimentaire mondiale.

Premièrement, nous devons accroître la capacité de transformation des ingrédients au pays. Compte tenu de ses forces dans la production de produits de base, le Canada peut faire davantage pour soutenir la sécurité alimentaire mondiale et nationale en transformant les cultures ici, au pays. Les ingrédients et les aliments d'origine végétale sont une source de croissance économique durable. L'augmentation des activités de transformation permettra au Canada de profiter d'une plus grande valeur ici, au pays, de créer des emplois et de tirer parti de la valeur économique liée à la transformation des aliments et des ingrédients, car cela représentera un montant supplémentaire estimé à 25 milliards de dollars par année et 17 000 emplois d'ici 2035. Cela permettra également de renforcer notre propre chaîne d'approvisionnement alimentaire nationale et de réduire ainsi notre dépendance à l'égard des importations alimentaires en provenance d'autres pays dans un marché mondial hautement concurrentiel. Cela permettra aussi d'atténuer les effets des barrières commerciales non tarifaires qui peuvent perturber la mobilité des produits de base. Autrement dit, les ingrédients et les aliments sont moins susceptibles de faire l'objet d'un désaccord commercial, ce qui signifie qu'ils peuvent continuer à être exportés pour arriver jusqu'aux personnes qui en ont besoin. Enfin, la transformation et l'exportation d'ingrédients nécessiteront des options de transport plus diversifiées, afin de réduire la dépendance du secteur agricole à l'égard du transport ferroviaire.

Ma deuxième recommandation concerne la nécessité de créer un contexte réglementaire qui soutient et récompense l'innovation. Bien que le système de réglementation du Canada soit essentiel à notre capacité de produire des aliments sains, nous pouvons également l'utiliser pour stimuler l'innovation. Nous avons donc besoin d'un système de réglementation opportun et prévisible et qui s'aligne plus étroitement sur celui de nos principaux partenaires commerciaux, notamment les États-Unis. Cela permettra une meilleure mobilité des ingrédients de part et d'autre de la frontière et, au bout du compte, vers d'autres pays.



Ma dernière recommandation consiste à redoubler d'efforts pour bâtir la réputation internationale du Canada à titre de fournisseur d'ingrédients et de produits alimentaires fiables, nutritifs et durables. Nous avons toujours mis l'accent sur les produits de base, et notre pays a une solide réputation à titre de fournisseur de grains en vrac. Cependant, nous sommes en pleine révolution alimentaire, et le Canada est à l'avant-garde. Nous avons une occasion unique de devenir le fournisseur mondial privilégié d'aliments et d'ingrédients d'origine végétale. Pour profiter pleinement de cette occasion, nous devons faire connaître nos antécédents en matière de durabilité et créer les systèmes nécessaires pour définir et défendre notre marque mondiale.

Je tiens à vous remercier pour le temps que vous m'avez accordé aujourd'hui. J'ai hâte de répondre aux questions des membres du Comité.

• (1820)

**Le président:** Je vous remercie beaucoup, monsieur Greuel.

Chers collègues, je dois vous informer que le temps imparti sera un peu serré. Nous ferons certainement en sorte d'avoir les séries de questions de six minutes avec le premier groupe de témoins. Je redonnerai ensuite la parole aux libéraux et aux conservateurs et il faudra peut-être même condenser un peu le temps. Je ferai de mon mieux pour donner du temps aux autres partis, mais les députés du Bloc et du NPD devront s'assurer de poser toutes leurs questions dans les séries de questions de six minutes, au cas où je ne pourrais pas leur donner d'autre temps.

La parole est à M. Barlow. Il a six minutes.

**M. John Barlow:** Je vous remercie, monsieur le président.

Monsieur Menzies, puisque vous n'avez pas pu terminer votre déclaration préliminaire, je vous invite à la remettre par écrit au greffier, afin que nous puissions la verser au compte rendu.

Je pense que certains de vos commentaires au sujet de notre obligation morale d'aider à nourrir le monde trouvent un écho parmi nous. Je pense que cela montre en partie l'importance des engrais, des produits de protection des cultures et certainement de la biotechnologie et de l'innovation, mais je dirais que le gouvernement actuel commence à prendre certaines décisions stratégiques en se fondant sur la politique et l'idéologie plutôt que sur des notions scientifiques rigoureuses, et cela nuit à notre réputation.

Par exemple, pouvez-vous parler de la décision du gouvernement de suspendre l'examen des LMR — les limites maximales de résidus — et les répercussions que cela pourrait avoir sur notre capacité à respecter nos engagements et sur notre statut de partenaire commercial?

**L'hon. Ted Menzies:** Je vous remercie de votre question, monsieur Barlow.

À des fins d'éclaircissements, les limites maximales de résidus sont établies par un organisme international et, par l'entremise de l'ACIA et de notre Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire, nous avons l'un des systèmes les plus respectés au monde en matière de protection de la santé.

Nous comprenons que ces organismes doivent mener régulièrement des examens. Cela fait partie de notre engagement envers d'autres organismes dans le monde, mais ces produits sont parmi les plus sûrs. Les chiffres liés aux limites maximales de résidus sont généralement... Par exemple, il faudrait manger 8 000 tonnes de

produits pulvérisés avec du glyphosate pour avoir ne serait-ce qu'un mal de ventre. Ces règlements sont très axés sur la santé, mais on craint que les responsables ne tiennent pas compte des données scientifiques à cet égard, ce qui inquiète beaucoup les agriculteurs.

Comme je l'ai mentionné dans ma déclaration préliminaire, c'est grâce à ces nouvelles technologies que nous avons arrêté l'érosion des sols et évité une autre crise comme celle des années 1930. Il ne faut donc pas les éliminer.

• (1825)

**M. John Barlow:** Je suis heureux que vous ayez également parlé de l'ARLA, et je voudrais certainement attirer l'attention du gouvernement sur le fait qu'il injecte des considérations politiques dans certaines des décisions qui devraient être fondées sur des données scientifiques. Par exemple, dans le cas de l'ARLA, il a maintenant créé un comité consultatif dont les membres sont nommés par des instances politiques.

Pour ne citer qu'une partie de son mandat, ce comité s'insérera avant les décisions « fondées sur des preuves » prises par l'ARLA au sujet des pesticides. Pour moi, cela veut dire qu'il y aura une décision politique avant même que les données scientifiques ne soient considérées.

Connaissez-vous un autre pays qui a mis en place une telle politique?

**L'hon. Ted Menzies:** J'espère bien qu'il n'y en a pas d'autres.

Vous, les gens assis autour de cette table... J'ai déjà été l'un d'entre vous, et je n'ai jamais été un expert dans toutes les discussions que nous avons eues, que ce soit à la Chambre ou ailleurs. Nous dépendons des scientifiques pour nous fournir ces renseignements. Nous pouvons observer ce que nous avons vécu avec la pandémie de COVID-19. Nous avons compté sur les données scientifiques plutôt que sur nos émotions pour prendre des décisions. Le fait que des personnes qui ne sont pas des experts scientifiques servent de précédent est très inquiétant.

**M. John Barlow:** Monsieur Menzies, quels seraient les risques potentiels pour l'agriculture canadienne si on politisait les décisions d'organismes comme l'ARLA plutôt que de veiller à ce que ces décisions soient fondées sur des données scientifiques et qu'elles ne tiennent aucun compte de la politique? Quelles seraient les répercussions si les décisions concernant le glyphosate, par exemple, étaient fondées sur la politique et l'activisme et non sur des données scientifiques rigoureuses?

**L'hon. Ted Menzies:** Très franchement, notre crédibilité à l'échelle mondiale... Pour parler très simplement, les gens seraient-ils aussi à l'aise acheter des aliments du Canada si nous avions un système partisan d'examen de ce qui est sécuritaire et de ce qui ne l'est pas?

**M. John Barlow:** Je vous remercie.

À la fin de votre déclaration préliminaire, lorsque vous avez manqué de temps, vous expliquiez la politique en matière de réduction des émissions d'engrais, par exemple. Cela ne tient pas compte des mesures que les producteurs prennent déjà pour s'assurer que leurs activités sont non seulement efficaces sur le plan environnemental, mais qu'elles sont aussi durables sur le plan économique.

L'un de nos collègues a affirmé l'autre jour que les agriculteurs n'apporteront pas ces changements en matière d'innovation et de technologie à moins d'être punis par des taxes sur le carbone ou d'être contraints de réduire les émissions et l'utilisation d'engrais par l'entremise d'un règlement. Pensez-vous que cette affirmation soit juste ou pensez-vous que les agriculteurs font tout ce qu'ils peuvent pour innover et adopter de nouvelles technologies lorsqu'elles deviennent commercialement viables et qu'elles sont offertes sur le marché?

**L'hon. Ted Menzies:** Avez-vous regardé le prix des engrais?

**Des voix:** Oh, oh !

**L'hon. Ted Menzies:** Pourquoi un agriculteur le gaspillerait-il?

Comme je l'ai déjà mentionné, nous avons modifié nos méthodes. Nous utilisons plus d'engrais sur les terres qui pourraient potentiellement produire une meilleure récolte. J'ai laissé 60 acres de mon exploitation agricole en friche, car ce n'était pas de la bonne terre. Je ne dépense donc pas d'argent pour y mettre des engrais. Je le mets plutôt sur les bonnes terres.

Vous savez sûrement qu'au Brésil, on s'inquiète beaucoup des récoltes de l'année prochaine, car en raison du prix des engrais, les agriculteurs ont réduit leurs intrants. Le Brésil est une source alimentaire de première importance pour toute l'Amérique du Sud, et c'est donc un autre sujet de préoccupation simplement à cause du coût des engrais, et ce, sans qu'un fardeau réglementaire ne vienne s'y ajouter.

**M. John Barlow:** Mon temps est presque écoulé.

Je veux parler de vos 40 acres. Si vous devez utiliser moins d'engrais, vous tenterez de vous forcer à cultiver ces 40 acres, ce qui n'est probablement pas une bonne chose pour l'agriculture. En effet, cela va augmenter vos émissions et votre utilisation de combustibles fossiles.

**Le président:** Monsieur Barlow, nous devons en rester là, mais je sais que si on lui pose à nouveau la question, M. Menzies sera en mesure d'y répondre.

Monsieur Drouin, vous avez six minutes.

**M. Francis Drouin (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.):** Je vous remercie. C'est incroyable comment un mécanisme de marché peut faire changer les comportements.

• (1830)

**M. John Barlow:** C'est terrible.

**M. Francis Drouin:** Je vais lancer une discussion.

Monsieur Menzies, vous avez fait certaines déclarations — et je suis d'accord avec vous — selon lesquelles un grand nombre d'agriculteurs utilisent des pratiques exemplaires. Je me pose donc des questions, car le gouvernement du Canada vient de donner 17 millions de dollars au Conseil canadien du canola pour aider à accroître le recours à l'approche de gérance des éléments nutritifs 4B. Êtes-vous en train de dire que tous les agriculteurs utilisent actuellement cette approche? Si c'est le cas, je vais les appeler pour récupérer ces 17 millions de dollars, car si nous gaspillons de l'argent...

Puisque la courbe en cloche est toujours présente, je sais que certains agriculteurs sont à la fine pointe de la technologie et que d'autres ont besoin de plus de temps pour y arriver. Ce n'est pas parce que ce sont de mauvaises personnes, c'est simplement en raison de la façon dont la société fonctionne. Je le sais. Il y a des agri-

culteurs dans ma région. Il suffit qu'une personne se lance pour que les autres suivent. Les voisins viennent faire un tour, ils voient les nouvelles méthodes à l'œuvre, et ils envisagent de les adopter.

Je sais que nous pouvons atteindre de 50 à 75 % de notre objectif juste en mettant en œuvre la gérance des éléments nutritifs 4B. Je dirais que la souplesse des techniques d'agriculture dans l'Ouest est complètement différente de la façon dont l'agriculture est pratiquée dans l'Est. Il ne serait pas logique, par exemple, d'avoir recours aux cultures de couverture dans votre coin de pays, car vous utiliseriez plus de ressources et plus de carbone pour mettre en œuvre ce type de culture. Il est donc essentiel de faire preuve d'une plus grande souplesse pour produire plus de nourriture dans ce cas-ci.

**L'hon. Ted Menzies:** Oui, c'est certainement le cas. Non, tout le monde ne pratique pas la gérance des nutriments 4B, mais c'est une bonne chose qu'on met en place des mesures incitatives pour favoriser l'adoption de cette approche. Cela va encourager plus de gens à le faire.

C'est comme les plans agroenvironnementaux. Les gens peuvent mettre sur papier ce qu'ils font. L'adoption de cette méthode bonifie notre crédibilité à l'échelle mondiale, mais lorsqu'on répand plus d'engrais sur les bonnes terres et moins sur les terres plus pauvres et qu'on tire avantage des commandes sectionnelles, on contribue également à réduire l'utilisation d'engrais.

Avant l'arrivée du système de localisation GPS, nous faisons beaucoup trop de chevauchement. Je peux conduire droit, mais pas parfaitement droit, ce qui occasionnait le gaspillage de semences, d'engrais, de main-d'œuvre et de tout le reste. La technologie GPS est une simple amélioration qui a permis de réduire considérablement notre empreinte écologique.

Ensuite, il y a la culture sans labour. Je suis passé à la culture sans labour dans les années 1980. J'étais l'un des premiers de notre région à le faire. La première année, j'ai réduit ma consommation de combustible de 40 %. Pensez aux réductions d'émissions de gaz à effet de serre qui ont pu être réalisées seulement avec cette méthode.

Tous les agriculteurs ne peuvent pas faire cela. Ils s'efforcent de mettre ces méthodes en œuvre, mais ils ne...

**M. Francis Drouin:** Il faut que ce soit logique, car la saison de croissance commencerait environ un mois et demi plus tard s'il n'y avait pas d'accès au labour, simplement parce qu'il y a trop d'argile dans la région.

Je pense que l'élément le plus important, dans ce cas-ci, c'est qu'il y a différentes façons d'atteindre un objectif. Les gouvernements doivent reconnaître qu'il faut faire preuve d'une certaine souplesse dans les moyens d'atteindre les mêmes objectifs.

Je vous remercie de vos commentaires.

Monsieur Greuel, je vous remercie beaucoup d'avoir comparu devant notre comité. Je sais que vous faites tous un travail remarquable et que vous avez formulé environ trois recommandations. L'une d'elles consiste à accroître la capacité de transformation des ingrédients au Canada.

Selon vous, qu'est-ce que le gouvernement pourrait faire pour y parvenir? Devrait-il offrir davantage de mesures incitatives? Devrait-il offrir un plus grand nombre de subventions?

**M. William Greuel:** Il faut mentionner plusieurs choses. Tout d'abord, en ce qui concerne les chiffres, nous produisons en moyenne 90 millions de tonnes métriques de récoltes au pays et nous en transformons de 16 à 21 millions de tonnes métriques, selon ce qui est utilisable. L'écart est donc énorme.

Les mesures incitatives qui visent l'investissement et l'innovation sont extrêmement importantes, mais ce dont le secteur a vraiment besoin, c'est d'un contexte commercial concurrentiel dans lequel les organismes et les entreprises peuvent faire de gros investissements, car nous parlons d'investissements qui vont jusqu'à 600 millions de dollars. Il s'agit d'investissements de 200 à 600 millions de dollars, et les organismes ont donc certainement besoin d'un meilleur accès aux capitaux.

Nous avons parlé un peu du contexte réglementaire au Canada. Les règlements sur les nouveaux aliments et ingrédients dans notre pays doivent faire l'objet d'une réflexion et d'une réforme, afin d'encourager davantage les entreprises qui souhaitent investir et soutenir l'ensemble de la chaîne de valeur. Les producteurs comme mon bon ami ici présent, M. Menzies, sont l'une des raisons pour lesquelles le Canada est un endroit intéressant pour la fabrication d'ingrédients. En effet, ces producteurs veillent à ce que nous ayons accès à des sources d'approvisionnement. Il s'agit, au bout du compte, de soutenir l'ensemble de l'économie agricole canadienne. Nous ne devrions pas aborder la fabrication d'ingrédients en vase clos.

**M. Francis Drouin:** Merci.

Je sais que deux minutes ne suffiront pas pour vider maintenant la question. Il me plairait de discuter, après la réunion, des détails d'une modernisation cohérente de la réglementation.

Vous avez évoqué notre réputation internationale et la possibilité, pour nous, grâce à la production alimentaire accrue ou à la transformation de plus d'ingrédients, d'éviter d'éventuels obstacles non tarifaires. Le Canada devrait-il se focaliser sur le bon fonctionnement des accords commerciaux internationaux en vigueur ou continuer d'en signer à droite et à gauche? Idéalement, nous aurions les moyens de faire les deux, mais nous ne les avons peut-être pas.

Qu'en pensez-vous?

**M. William Greuel:** Des accords commerciaux nous lient à de nombreux consommateurs du monde entier. Comme vous dites, on peut toujours faire plus, mais, dans les faits, un exportateur net d'aliments, de productions végétales et d'ingrédients doit faire un peu des deux. Les marchés avec qui nous sommes liés sont peut-être les plus lucratifs pour nous, du point de vue agricole, particulièrement si nous songeons à y envoyer de moins en moins de produits de base et de plus en plus d'ingrédients de grande valeur.

• (1835)

**M. Francis Drouin:** Merci.

**Le président:** Merci, messieurs.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez la parole.

**M. Yves Perron:** Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être avec nous aujourd'hui.

Monsieur Hurst, vous avez dressé une liste très intéressante de recommandations. Vous avez dit, entre autres choses, qu'il fallait

améliorer la prévisibilité commerciale et faciliter l'innovation. Vous avez aussi fait mention de l'accès aux engrais.

Vous avez dit être d'accord sur les sanctions établies contre la Russie, mais que cela ne devrait pas nuire à notre chaîne d'approvisionnement locale. Je suis plutôt d'accord avec vous.

Selon vous, est-il possible de sécuriser cet accès à l'engrais, considérant le fait que ce conflit n'est pas près de se terminer?

Avez-vous reçu de l'information à ce sujet?

[Traduction]

**M. Russel Hurst:** Merci pour la question.

Pour la sécurité de l'approvisionnement en engrais, les importateurs et les agriculteurs de l'est du Canada se trouvent dans une chaîne mondiale de valeur. Les difficultés que nous avons collectivement éprouvées, par suite des sanctions qui ont frappé les engrais sont... La Russie était un très gros fournisseur du Canada. L'un des problèmes du tarif est d'entraver les négociations de nos membres et importateurs d'engrais avec d'autres producteurs mondiaux d'engrais qui constatent bien que notre pouvoir de négociation est sensiblement diminué par l'existence de sanctions contre de si gros producteurs.

À partir de maintenant, je ne me ferai plus l'interprète d'aucune décision commerciale. Mais, en général, les importateurs fournissant l'est du Canada cherchent à s'approvisionner dans d'autres régions du globe. Si des facteurs entravent le pouvoir de négociation, il faut négocier pour augmenter le pouvoir concurrentiel des importateurs et, directement, des agriculteurs canadiens sur un marché qui est planétaire et ne pas les embarrasser avec des sanctions qui ont des conséquences imprévues sur les agriculteurs canadiens.

[Français]

**M. Yves Perron:** Monsieur Hurst, il pourrait y avoir un système d'indemnisation pour compenser les sanctions infligées.

Vous dites qu'il n'est pas possible de négocier ailleurs.

Qu'est-ce qui empêche ces négociations?

[Traduction]

**M. Russel Hurst:** Votre question comporte deux volets.

Nous comprenons certainement très bien les demandes d'indemnisation des producteurs de l'est du Canada. Les associations d'agriculteurs en ont discuté. Mme Brekveld l'a fait observer.

La difficulté — pour répondre à la deuxième partie de votre question — et que, quand les possibilités de s'approvisionner partout sur le globe en engrais azotés, particulièrement, sont sensiblement réduites, la capacité des importateurs canadiens d'obtenir les tonnages dont les agriculteurs de l'Est canadien ont besoin sont très amoindries. Pour nous, la difficulté est d'éliminer tout facteur extérieur qui gêne la négociation de bons prix par les importateurs.

En fait, jusqu'à l'année dernière, une proportion importante des engrais azotés employés dans l'est du pays provenait de Russie, ce qui pose beaucoup de problèmes aux importateurs qui cherchent à sécuriser d'autres chaînes d'approvisionnement.

[Français]

**M. Yves Perron:** Je vous remercie beaucoup.

Dans votre allocution d'ouverture, vous avez parlé de la nécessité d'encourager la résilience de la chaîne alimentaire.

Croyez-vous qu'il faut renforcer ou améliorer notre capacité de transformation à l'échelon régional?

[Traduction]

**M. Russel Hurst:** Absolument.

Je crois que M. Greuel a cité une foule d'exemples éloquentes à ce sujet, mais notre association estime que nous exportons beaucoup trop de productions végétales de base, que nous pourrions transformer ici. En Ontario, nous devrions viser à instaurer un climat favorable aux investissements dans nos entreprises agricoles, un climat qui soit perçu par elles comme prévisible et dans lequel elles escomptent un bon retour sur l'investissement.

M. Greuel a donné beaucoup d'excellents exemples de ce à quoi ça pourrait ressembler, particulièrement dans le sous-secteur des protéagineux.

• (1840)

[Français]

**M. Yves Perron:** Je vous remercie beaucoup, monsieur Hurst.

Monsieur Greuel, vous avez parlé de soutenir la transformation alimentaire locale.

Pourriez-vous ajouter quelques commentaires là-dessus?

[Traduction]

**M. William Greuel:** J'ajouterai seulement que la transformation locale des productions végétales et des ingrédients est réellement la base de l'étape suivante, la production d'aliments d'origine végétale au Canada.

Tout ce qui contribue à remonter la chaîne de valeur dans la transformation de notre production végétale en aliments est déterminant. Dans la production locale et nationale d'aliments au Canada, la première étape, en même temps capitale, est la fabrication d'ingrédients et la transformation de nos productions végétales en ingrédients de grande valeur.

[Français]

**M. Yves Perron:** Je comprends bien votre point.

Vous disiez que cela nous permettrait aussi d'éviter des barrières non tarifaires au commerce.

N'est-ce pas?

[Traduction]

**M. William Greuel:** Oui, je suis persuadé que ça permettrait d'éviter ces barrières, les plus visibles au niveau du produit de base. Notre meilleure intégration dans les chaînes mondiales d'approvisionnement grâce à des ingrédients de grande valeur dans les produits alimentaires les prémunit contre les barrières non tarifaires.

[Français]

**M. Yves Perron:** Je vous remercie, monsieur Greuel.

[Traduction]

**Le président:** Merci, monsieur Greuel.

Monsieur MacGregor, vous disposez de six minutes.

**M. Alistair MacGregor:** Merci beaucoup, monsieur le président.

Poursuivons la discussion sur les engrais.

Je vous remercie, monsieur Menzies, de votre déclaration préliminaire. Vos accomplissements dans le domaine agricole sont remarquables et dignes de beaucoup d'éloges. La quantité de nourriture que vous avez pu produire avec moins d'intrants est remarquable. Ça prouve que beaucoup de nos agriculteurs sont ceux qui montrent la voie à suivre.

Nos discussions se politisent beaucoup. Certains emploient moins d'engrais quand, en fait, c'est un objectif de réduction des émissions.

Ai-je raison de croire que si on donnait à deux agriculteurs la même quantité d'engrais, ils produiraient des émissions très différentes selon le mode d'application?

L'objectif de réduire les émissions a du bon. Il renvoie aux quatre principes d'intendance des éléments nutritifs que beaucoup de personnes appliquent. Comme l'objectif est volontaire, le tohu-bohu politique auquel il donne lieu découle de beaucoup de désinformation. C'est un objectif de réduction des émissions que nous essayons d'atteindre. Beaucoup d'agriculteurs sont déjà à la tâche. En fin de compte, nous voulons encourager le secteur à y parvenir.

Changeons de sujet.

Dans votre déclaration préliminaire, vous avez souligné l'aide de RADARSAT dont beaucoup d'agriculteurs et vous avez bénéficié. Lundi, je suis allé à une réception donnée par Espace Canada. La technologie spatiale canadienne est bien connue. Ses fleurons sont le « bras canadien » et RADARSAT. L'astronaute qui a pris la parole a parlé de la nécessité, pour l'État fédéral, de consacrer plus d'argent à cette technologie, à RADARSAT notamment.

Pouvez-vous expliquer l'aide que d'autres agriculteurs et vous avez reçue des technologies canadiennes et, peut-être, des applications que vous entrevoyez pour l'avenir et qui correspondent au thème de notre étude d'aujourd'hui?

**L'hon. Ted Menzies:** Merci pour l'excellente question.

C'est en grande partie relié aux données, à leur collecte et aux méthodes employées pour les analyser. Les agriculteurs collectent les données. Une partie du problème découle — et ici je m'éloigne du sujet — du fait que la plupart d'entre eux le font dans leur tracteur ou leur moissonneuse-batteuse et qu'ils ne peuvent les télécharger que de retour à la maison, à 2 heures du matin, faute d'accès internet dans le champ. C'est un point à améliorer, mais c'est secondaire.

Le croisement, avec le rendement, des données que je collecte sur les endroits, dans le champ, où je pourrais employer plus d'engrais ou en employer moins me permet de déterminer ceux où les besoins sont un peu plus grands. Les endroits où, cette année, on observera une hausse des rendements seront chargés dans le plan de la campagne agricole de la prochaine année. La saisie, les opérations, tout ça me dépasse, mais c'est si utile.

Je tiens à ajouter que, quand nous discutons ici d'échanges et d'exportations, la chose que nous pouvons exporter sans même négociations commerciales avec un autre pays, c'est la technologie, nos percées technologiques — exactement votre propos — et nos connaissances. Ce n'est pas seulement l'alimentation. Aucun tarif ne frappe les connaissances exportées, l'aide internationale ou l'inscription d'étudiants étrangers dans nos extraordinaires établissements postsecondaires. Pour ça, il n'y a pas de barrières.

Je m'écarte du sujet, mais je tenais à le faire savoir. Vous avez raison. La technologie canadienne est géniale.

● (1845)

**M. Alistair MacGregor:** Merci. C'est agréable à entendre.

J'ai des questions pour Protein Industries Canada.

J'ai la chance de faire partie du Comité depuis quatre ans et demi. J'en éprouve une véritable passion. En 2018, pendant la 42<sup>e</sup> législature, le Comité a traversé le pays dans le cadre de son étude sur les technologies et l'innovation. Nous nous sommes arrêtés en Saskatchewan, pour visiter, je crois, une supergrappe. Nous avons dégusté d'étonnants produits que des Canadiens mettaient au point à partir de lentilles, par exemple, et ils étaient en mesure d'en tirer les protéines végétales, ce qui vous occupe maintenant à plein temps.

Actuellement, la nourriture trop chère pour beaucoup de Canadiens les accule à des décisions difficiles, et les aliments très protéinés sont plutôt assez chers. Ça viendrait se greffer sur le thème de la sécurité alimentaire. Pouvez-vous expliquer comment l'obtention de plus de protéines végétales grâce à cette technologie offrira finalement aux Canadiens moins nantis plus de choix pour adopter un régime riche en protéines?

**M. William Greuel:** Merci.

Votre description renforce l'impératif d'augmenter la transformation des aliments et des ingrédients au Canada, parce que, en fin de compte, le consommateur veut qu'on lui propose des choix accessibles et il veut choisir ses produits alimentaires pour favoriser l'hygiène de l'environnement, sa propre santé ou le bien-être animal, peu importe. Le choix lui appartient. Nous devons pouvoir lui offrir ces choix, qui lui seront abordables.

À cette fin, le secteur des aliments d'origine végétale doit appuyer la transformation au Canada des aliments en ingrédients, parce que plus nous produisons d'ingrédients, plus nous pourrions abaisser les prix grâce à la parité des prix, en diversifiant les choix grâce à l'innovation et à la création de produits alimentaires. C'est vraiment au cœur de la soutenabilité, de la sécurité alimentaire et de la croissance économique de notre pays. Ça repose vraiment sur notre appui à la fabrication d'ingrédients.

**Le président:** Merci, monsieur Greuel.

Merci, monsieur MacGregor.

Chers collègues, nous avons seulement le temps d'accorder la parole aux conservateurs puis aux libéraux. Je terminerai par quelques observations avant que nous ne nous séparions.

Monsieur Steinley, vous disposez de cinq minutes.

**M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Préparez-vous à une cadence rapide. J'ai beaucoup de matière.

Monsieur Menzies, quelle politique gouvernementale a fait passer votre exploitation au semis direct?

**L'hon. Ted Menzies:** Aucune.

**M. Warren Steinley:** Monsieur Menzies, laquelle vous a fait installer le GPS dans votre machinerie?

**L'hon. Ted Menzies:** C'est moi qui l'ai décidé.

**M. Warren Steinley:** Monsieur Menzies, laquelle vous a fait adopter les quatre principes d'intendance sur votre exploitation?

**L'hon. Ted Menzies:** C'était ma propre décision — eh bien la mienne et celle de ma femme. Je fais mieux de le préciser. Puis-je corriger de même ma première réponse?

**Des députés:** Oh, oh!

**M. Warren Steinley:** Très bonne réponse!

La politique de l'Union européenne appelée « de la fourche à la fourchette » est-elle fondée sur la science? Est-ce la voie à suivre pour notre pays?

**L'hon. Ted Menzies:** Non. Sur le fondement scientifique, je ne peux me prononcer, mais ça ne le semble certainement pas.

**M. Warren Steinley:** Bref, parmi toutes les innovations que vous avez apportées à votre exploitation depuis le milieu des années 1980, combien provenaient de politiques ou de directives de l'État par rapport à celles qui ont découlé de votre connaissance de votre terre et de votre volonté d'améliorer votre art, de devenir un meilleur intendant de la terre, d'assurer la soutenabilité de votre terre et du sol pour votre génération et les suivantes sur votre exploitation?

**L'hon. Ted Menzies:** Voilà essentiellement ma biographie. Mes sujets sont la soutenabilité, l'environnement, mais c'est aussi l'économie. Sinon, impossible d'atteindre la soutenabilité recherchée.

**M. Warren Steinley:** Merci beaucoup. Je questionnerai ensuite M. Greuel. Je vous remercie d'être ici. C'est apprécié. Nous sommes de vieilles connaissances.

Sur la question d'une plus grande valeur ajoutée à l'agriculture, je dirais que Regina peut aspirer à être la capitale de l'agroalimentaire à valeur ajoutée. Nous assistons à l'explosion des occasions offertes par les usines de trituration du canola, pour obtenir l'énergie renouvelable du combustible diesel fabriqué à la raffinerie de la coopérative.

Vous avez glissé sur la possibilité de recruter de nouvelles entreprises et usines de transformation. Si vous étiez parti en reconnaissance pour acquérir une nouvelle usine, quel endroit choisiriez-vous pour l'implanter, un endroit non assujéti à une taxe sur le carbone à croissance illimitée ou un endroit où cette taxe pèsera toujours sur sa rentabilité?

● (1850)

**M. William Greuel:** Pour ce choix, une entreprise tiendra toujours compte des coûts variables. Les fabricants mondiaux d'ingrédients me disent tenir compte de tout, de l'âpreté de la concurrence à la situation géopolitique en passant par l'accessibilité des matières premières, les coûts variables des services collectifs et les autres taxes. Je ne suis pas sûr que la plupart des entreprises pourraient dire qu'un seul facteur soit nettement décisif.

Mais le Canada a besoin d'un climat propice à des entreprises très concurrentielles, et nous ne sommes pas à la hauteur de notre premier concurrent, le Midwest.

**M. Warren Steinley:** Oui. Merci beaucoup.

Nous discutons de l'une de vos recommandations, instaurer une réglementation propice aux investissements. L'un des problèmes que discerneraient certaines entreprises est une taxe sur le carbone qui pourrait varier de 50 à 170 \$ la tonne, qui frapperait non seulement l'énergie consommée par l'usine, mais également les frais de camionnage et tous les postes intermédiaires de dépenses. Je crains que ça ne se produise, mais avançons.

Voici un problème qui s'est posé dans la région de Regina. Constatant l'implantation d'huileries, beaucoup d'habitants cherchent à cultiver plus de canola que dans le passé. Qu'en pensez-vous? Malgré l'enjeu de la sécurité alimentaire, des terres de la région et d'un peu partout en Saskatchewan seront soustraites à la production alimentaire pour servir à la production de carburant, ce qui pose peut-être un problème d'éthique. Comme nous voulons cultiver nos protéines végétales, comment concilier ces deux objectifs? D'après vous, quelle pourrait être une conséquence imprévue de l'emploi de plus grandes surfaces arables pour produire de l'énergie plutôt que de la nourriture?

**M. William Greuel:** Ce que vous soulignez, je pense, c'est la nécessité d'innover continuellement dans les technologies de sélection avancées, la mise au point de variétés et de technologies agricoles afin que nous puissions continuer à accroître les rendements. En effet, plus nous détournons l'utilisation des terres cultivées vers la production de bioproduits industriels, plus nous créons des problèmes. C'est l'innovation à la ferme...

**M. Warren Steinley:** Il me reste une petite question. L'augmentation des rendements dépendrait aussi de l'utilisation d'engrais à un moment donné. Sera-t-il possible de continuer à augmenter ces rendements si les agriculteurs sont contraints de réduire l'utilisation d'engrais?

**M. William Greuel:** Il me semble avoir entendu ici, aujourd'hui, que les agriculteurs ont besoin de tous les outils à leur disposition pour réussir.

**Le président:** Je vous remercie, messieurs.

Nous passons à Mme Valdez, pour cinq minutes tout au plus. Je crois savoir qu'elle pourrait partager son temps avec Mme Taylor Roy.

**Mme Rechie Valdez (Mississauga—Streetsville, Lib.):** C'est exact, monsieur le président. Je vais partager mon temps avec Mme Taylor Roy.

Monsieur Greuel, dans un rapport de novembre 2017, le Comité souligne qu'au Canada, les barrières tarifaires ont diminué, mais que les barrières non tarifaires et les exigences techniques pour les exportations canadiennes sont devenues plus contraignantes. Comment le Canada peut-il procéder à une réforme de ses politiques en matière de commerce international pour faciliter l'exportation de produits canadiens comme les vôtres?

**M. William Greuel:** Je pense, encore une fois, qu'il faut mettre l'accent sur ce que nous exportons. Je dirais que la meilleure façon de nous prémunir contre cela serait d'améliorer l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement internationales avec des produits de grande valeur comme les ingrédients de produits alimentaires, plutôt que les matières premières.

**Mme Rechie Valdez:** Merci.

Votre organisation a aidé le Canada à s'affirmer comme chef de file mondial dans le secteur agroalimentaire. Quel rôle les protéines

végétales peuvent-elles jouer pour remédier aux pénuries alimentaires et offrir aux Canadiens des choix alimentaires plus abordables?

**M. William Greuel:** Je pense que c'est une question essentielle et que les besoins en protéines sont appelés à augmenter à l'échelle mondiale. Ce qu'il faut faire, en fonction des cultures que nous produisons, c'est offrir plus de choix aux consommateurs tant à l'échelle mondiale qu'à l'échelle nationale. Plus nous pourrions aider les entreprises à innover et à augmenter la fabrication d'ingrédients, plus les prix baisseront. Les protéines seront plus accessibles à un plus grand nombre de Canadiens, ce qui entraînera une amélioration de la sécurité alimentaire au pays.

**Mme Rechie Valdez:** Merci.

Monsieur Menzies, vous avez prononcé des discours partout dans le monde. Plus tôt, vous avez parlé de mon lieu de naissance, l'Afrique, et partagé votre expérience. J'espérais que vous pourriez parler des pratiques exemplaires que vous avez constatées dans d'autres pays et qui pourraient renforcer la production et le commerce alimentaires au Canada.

● (1855)

**L'hon. Ted Menzies:** En Afrique, amenez les hommes à se lever du divan pour aider les femmes à cultiver des aliments.

C'est choquant. Je suis sûr que vous savez ce que je veux dire.

**Mme Rechie Valdez:** Oui.

**Hon. Ted Menzies:** Oui.

Je reviens à nos technologies. Nous avons d'extraordinaires technologies. Grâce à la recherche, nous avons développé des variétés de cultures qui nécessitent beaucoup moins d'eau. Au Japon, on cultive maintenant une variété de riz qui n'a pas besoin d'être cultivée dans l'eau. Ces technologies peuvent être exportées en franchise de droits de douane pour aider l'Afrique.

Je n'ai pas besoin de vous dire à quel point c'est frustrant à voir. Dans la vallée du fleuve Limpopo, j'ai vu une usine de transformation du riz où 70 000 acres servaient auparavant à la culture du riz. Cela a été inondé, et l'usine est maintenant désaffectée. C'est tellement frustrant. Nous pourrions apporter notre aide pour tant de choses.

Au pays, notre technologie de stockage des grains est supérieure à celle des autres pays. Nous pouvons prévenir les pertes de nourriture simplement en exportant une partie de notre technologie. Il s'agit d'aider à l'entreposage des grains et d'empêcher la vermine d'y entrer pour sauver le grain afin que les gens puissent le manger.

**Mme Rechie Valdez:** Merci.

La parole est à vous, madame Taylor Roy.

**Mme Leah Taylor Roy (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, Lib.):** Je vous remercie.

J'ai une petite question pour vous, monsieur Greuel, mais avant, je tiens à dire que je me considère comme une militante au ventre plein. Cependant, je me nourris de protéines végétales qui — comme la plupart des gens ici présents le reconnaissent sûrement, étant donné notre intérêt par la préservation et l'utilisation des terres agricoles — requièrent une moins grande superficie que les protéines conventionnelles, de l'ordre de 47 % à 99 %, en plus d'être beaucoup plus efficaces pour lutter contre la faim dans le monde.

Monsieur Greuel, je me demande si vous auriez un commentaire au sujet de la supergrappe, sur le programme d'innovation lancé par ce gouvernement en 2018-2019. En quoi cela vous a-t-il aidé dans vos efforts pour éradiquer la faim dans le monde grâce aux protéines végétales?

**M. William Greuel:** Oui. L'investissement de 173 millions de dollars du gouvernement du Canada nous a permis de travailler avec des entreprises novatrices de partout au pays pour arriver à une injection de près d'un demi-milliard de dollars en innovation. Je suis absolument convaincu que l'innovation permettra non seulement d'appuyer la croissance du secteur des aliments d'origine végétale, mais aussi de favoriser la sécurité alimentaire nationale et internationale.

Le financement incitatif offert par le gouvernement a eu un véritable effet de levier sur les investissements des entreprises en recherche-développement, qui font cruellement défaut au pays. Je pense que nos résultats, sur les plans de la création d'emplois, de la croissance du PIB et du portefeuille de propriété intellectuelle que nous avons pu créer, contribueront au maintien de la croissance du secteur pour les années à venir.

**Mme Leah Taylor Roy:** C'est formidable. Merci beaucoup.

Il me reste 30 secondes, alors j'ai seulement une question complémentaire.

Selon vous, dans quelle mesure les protéines végétales sont-elles importantes pour régler les problèmes de faim dans le monde dans des endroits comme le Kenya ou l'Amérique du Sud, où j'ai eu l'occasion de visiter des fermes dans le cadre de missions de développement international, ainsi qu'au Canada?

**M. William Greuel:** Je ne connais pas bien les régimes alimentaires dans ces régions, mais la réalité, c'est que la consommation de protéines à l'échelle mondiale est en augmentation, comme la population et la classe moyenne. Comme on l'a entendu aujourd'hui, le Canada a la responsabilité d'être un fournisseur mondial d'aliments de qualité supérieure, non seulement de protéines végétales, mais de tout type d'aliment de qualité supérieure.

**Mme Leah Taylor Roy:** Merci.

**Le président:** Nous devons en rester là.

Je vous remercie, madame Taylor Roy, et merci, monsieur Greuel.

Permettez-moi de remercier nos témoins.

Messieurs Menzies, Greuel et Hurst, nous avons eu une discussion très importante aujourd'hui. Je vous remercie de vos témoi-

gnages ainsi que de votre rôle de chefs de file dans le secteur agricole. Grâce à vos témoignages d'aujourd'hui, le Comité est certainement mieux renseigné.

Chers collègues, nous n'avons que quelques minutes avant de devoir partir, et j'ai quelques points à aborder.

Concernant le calendrier, j'ai travaillé avec la greffière pour déterminer la date de l'étude article par article du projet de loi C-234. Je lui ai demandé de convoquer les conseillers législatifs pour le 14 novembre.

Par conséquent, voici le plan d'horaire pour lequel j'aimerais avoir votre approbation.

L'horaire de lundi et mercredi de la semaine prochaine est déjà établi. La greffière travaille à l'organisation des groupes de témoins. Je pense que nous avons vraiment épuisé notre liste de témoins pour le projet de loi C-234. Donc, je propose que le jour de l'Halloween, la période de deux heures soit réservée aux membres du Comité pour discuter d'amendements potentiels.

Au retour de la pause, la séance du 14 novembre sera consacrée à l'étude article par article, comme je l'ai mentionné. Sinon, nous pourrions continuer notre étude sur la sécurité alimentaire mondiale.

Je serai absent la semaine prochaine. Je vous demande donc de bien vous comporter pour M. Barlow. Monsieur Barlow, pas d'entourloupettes pendant mon absence, s'il vous plaît.

Ce que je viens de proposer vous convient-il?

Je vois qu'il y a consensus. Très bien. C'est donc ce qui sera prévu au calendrier.

Il me reste seulement deux points. Concernant Agribition, M. Warren Steinley m'a envoyé un message pour me rappeler qu'un salon important se tiendra en Saskatchewan et, bien entendu, à l'échelle du pays, du 28 novembre au 3 décembre. Nos leaders pourraient discuter de la possibilité d'utiliser les points de déplacement des députés pour que nous puissions y participer. Je laisse aux leaders qui siègent au Comité le soin d'en discuter.

Je tiens à remercier nos interprètes et notre équipe technique. Nous avons été légèrement retardés en raison du vote et la séance s'est prolongée jusqu'à 19 heures. Merci à nos interprètes et merci à toute notre équipe.

La séance est levée.







Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>